

EST & OUEST

BULLETIN DE L'ASSOCIATION
D'ÉTUDES ET D'INFORMATIONS
POLITIQUES INTERNATIONALES

B.E.I.P.I.

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
86, Bd HAUSSMANN — PARIS-8^e
Téléphone : EUROPE 47-08

SOMMAIRE

BRANKO LAZITCH. — Rencontre sino-soviétique du 5 juillet.....	1	Nécrologie : Roger Degois.....	18
Compétences des délégués soviétiques et chinois	4	J. PERGENT. — Le double vol spatial des Soviétiques	19
Tableau sommaire des partis non communistes dans les pays communistes MILKA KRAUSS : Bulgarie (p. 6). — C. H. : Hongrie (p. 6). — LUCIENNE REY : Pologne (p. 8). — Roumanie (p. 9). — ZDENEK SUDA : Tchécoslovaquie (p. 9); Allemagne orientale (p. 10). — En Chine populaire (p. 11).	6	NICOLAS LANG. — Reprise de la guérilla kurde et épurations anticommunistes en Irak	20
Le Secrétariat du P.C. chinois en 1963	14	ROCCO ASTORI. — Une autre affaire d'espionnage soviétique : L'affaire Rajakowitch	22
LUCIEN LAURAT. — Explications d'une diabolique persévérance	16	Chronique du mouvement communiste mondial	24
		Jordanie : Un appel du P.C. — Yemen : Le maréchal Saïlal et « l'exemple soviétique ».	

Rencontre sino-soviétique du 5 juillet

LA nouvelle diffusée au milieu du mois de mai sur la prochaine conférence soviéto-chinoise pour le 5 juillet à Moscou, après le rejet successif de deux dates primitivement prévues, le 15 mai, puis la mi-juin, a été tout de suite abondamment commentée. Pourtant, alors que ce communiqué n'autorisait que des *hypothèses* sur les chances de succès ou d'échec d'une telle entreprise, la composition des deux délégations imposait certaines *constatations* qu'on omet généralement de faire.

La première, d'importance mineure, était que Souslov menait la délégation soviétique, ce qui vient ruiner la thèse de la plupart des « observateurs » en Europe et des « kremlinologues » du monde anglo-saxon selon laquelle Souslov serait un « dur », un pro-chinois, l'ennemi personnel de Khrouchtchev. En effet, si cela était, il s'ensuivrait une chose curieuse, à savoir que la conférence prochaine serait un conciliabule entre les Chinois de Pékin et le principal pro-chinois de Moscou, et que, logiquement, un accord serait parfaitement possible. Mais comme ces mêmes « observateurs » et « kremlinologues » ont prévu d'avance qu'il n'existe aucune chance d'ac-

cord, ils ont naturellement préféré ne pas tirer la conclusion de leurs prémisses (fausses) et s'abstenir d'expliquer pour quelle raison mystérieuse Khrouchtchev aurait nommé à la tête de la délégation celui qui est sensé être son adversaire principal. Évidemment, dès qu'il y a une explication à la fois simple et fondée sur les faits, elle n'intéresse pas ces messieurs, or, en l'occurrence, il y en a une : Souslov est tout simplement mandaté par le Kremlin et par Khrouchtchev pour cette besogne, disposant à juste titre de leur confiance, comme il l'a montré en étant aux côtés de Khrouchtchev dans les moments les plus délicats : en 1956, comme émissaire à Budapest, en 1957, comme l'un des deux seuls membres du Presidium qui votèrent en faveur de Khrouchtchev, mis en minorité par le « groupe antiparti », en 1960, à la conférence des quatre-vingt-un partis, où Khrouchtchev subit l'attaque générale des Chinois et des Albanais.

Mais il y a une conclusion d'importance majeure à tirer de la composition des deux délégations : elle porte sur la nature du conflit sino-soviétique.

Dans tous les partis communistes, à commencer par celui de l'U.R.S.S., existe une règle de travail stricte : dans l'organisme suprême (Politburo, Presidium..., peu importe le nom), chaque secteur important d'activité forme une section, dirigée par un membre de ce corps suprême. Ainsi, il y a un responsable (ou même deux) pour les cadres, pour l'Agit-prop, pour les organisations de masses, pour la paysannerie ou les syndicats, etc. Ce responsable dirige ce secteur et en rapporte devant cet aréopage. De même que dans un gouvernement « bourgeois » on sait pour quelle affaire on doit s'adresser au ministre de l'Intérieur, pour quelle autre aux Finances et pour quelle autre encore à la Défense nationale, de même dans l'organisme directeur des communistes, qu'ils soient au pouvoir ou non, on fait appel, pour chaque cas déterminé, à la compétence de tel membre responsable.

Or, par l'usage de ce fil conducteur, il est possible d'inférer la nature des problèmes qui ont surgi entre les Soviétiques et les Chinois depuis que leur désaccord a commencé à se manifester.

Au cours de l'été 1958, lorsque Khrouchtchev se précipita à Pékin, où il conféra pendant quatre jours, il avait dans sa suite le maréchal Malinovski, et Mao Tsé-toung était assisté du maréchal Peng The-huaï (limogé depuis lors). C'était l'époque de l'affaire de Formose et des intentions chinoise d'organiser l'invasion. Les entretiens portant sur les questions militaires exigeaient donc la présence des deux responsables militaires soviétique et chinois.

En octobre 1959, lorsque Khrouchtchev eut trois entretiens à Pékin avec Mao Tsé-toung, un seul dirigeant soviétique assista à ces trois rencontres, Souslov, alors que Gromyko n'assistait qu'à deux d'entre elles. Il ne s'agissait donc plus de questions militaires, mais soit de questions de politique internationale (d'où la présence de Gromyko), soit de questions touchant plus précisément au mouvement communiste international (d'où la présence simultanée de Souslov et de Teng Hsia-ping aux trois entretiens).

**

En suivant cette méthode de déduction, quel objet peut-on attribuer aux entretiens qui vont avoir lieu — si la date ne change pas une fois de plus — le 5 juillet prochain à Moscou?

S'il s'agissait entre les Soviétiques et les Chinois de problèmes militaires, et particulièrement de questions atomiques — comme

le répètent sans cesse la plupart des Américains, rapides à attribuer leur propre obsession aux autres — il y aurait certainement dans les deux délégations des spécialistes militaires (comme ce fut le cas en 1958). S'il s'agissait de relations économiques entre les deux puissances, il y aurait des responsables de l'économie soviétique et chinoise. Or, eux non plus ne font pas partie de la délégation. Il en est de même des questions diplomatiques. Ni Gromyko ni son homologue chinois ne figurent parmi les délégués, où l'on ne compte qu'un seul diplomate, Tchervonenko, ambassadeur soviétique à Pékin et membre du Comité central, étroitement associé à toutes les négociations en cours depuis plusieurs mois sur la conférence soviéto-chinoise.

La compétence des délégués soviétiques et chinois est rigoureusement identique et relève d'un seul domaine : les affaires du mouvement communiste international. Tous les délégués — comme le démontrent amplement les précisions biographiques plus loin apportées — ne sont que les « apparatchiks » chargés de s'occuper de ce secteur limité du communisme.

Ainsi, leurs fonctions aident par une voie indirecte à confirmer ce que nous n'avons cessé d'écrire depuis longtemps dans notre bulletin : l'enjeu véritable d'un conflit sino-soviétique ne réside ni dans la possession de bombes atomiques ni dans le sort de la Sibérie soviétique convoitée par les Chinois, ni dans l'aide économique de l'U.R.S.S. à la Chine (comme si l'U.R.S.S. pouvait avoir les moyens, même si elle le voulait, de nourrir des centaines de millions de Chinois sous-alimentés). L'enjeu est la direction du mouvement communiste international, dont Mao Tsé-toung ne veut plus laisser le monopole aux Soviétiques, et spécialement pas à Khrouchtchev.

Bien entendu, il est possible de formuler diverses hypothèses sur les origines du conflit sino-soviétique, tout en précisant exactement son enjeu actuel. Car il peut arriver — comme le cas s'est déjà produit dans l'histoire — que le conflit ait pour cause un domaine, et pour enjeu un autre. Dans l'affaire sino-soviétique, cette hypothèse est d'autant plus plausible que les deux parties en question ont pu commettre de graves erreurs de calcul, ce qui ne saurait étonner, étant donné le peu d'envergure des antagonistes. Du côté soviétique, Khrouchtchev a pu juger avec sang-froid le mythe qui domine souvent les discussions en Occident sur la Chine comme puissance rivale industrielle, démographique, militaire, etc. des Soviets. Les Soviétiques ayant été sur place dix ans en Chine communiste ont pu, à juste titre, ne pas être impressionnés par la puissance de la Chine en tant qu'Etat, mais ils ont certainement commis l'erreur de ne pas tenir suffisamment et à temps compte de la Chine en tant que prétendant à la direction du mouvement communiste international. Autant les Chinois ne

**APRÈS AVOIR LU
EST & OUEST
NE LE DÉTRUISEZ PAS
ENVOYEZ-LE A UN AMI**

devaient pas inquiéter les Russes sur le premier sujet, autant ils l'ont fait depuis lors sur le second. Quant aux Chinois, ils ont commis des erreurs monumentales sur leur propre terrain, lors de la campagne des « cent fleurs » ou de la catastrophe des « petits hauts fourneaux industriels » ou des « communes populaires ». Il ne serait donc pas étonnant qu'ils aient commis des erreurs de calcul sur le terrain de l'adversaire, par exemple quant aux espoirs de voir tomber Khrouchtchev, l'homme qui a « révisé » récemment la Déclaration de Moscou de 1960 (après avoir déjà révisé Lénine) et subi un tel camouflet dans la crise cubaine en octobre dernier. Depuis lors, ils ont pu constater que leur coup de pouce pour aider à la chute de Khrouchtchev n'avait pas non plus été suffisant pour y parvenir.

Les semaines qui précèdent la prochaine rencontre sino-soviétique ont été caractérisées par deux faits. Le premier est la cessation des polémiques ouvertes dirigées personnellement contre Togliatti, Thorez et autres acolytes de Khrouchtchev, le ralentissement des polémiques déguisées sous le couvert des attaques indirectes contre le révisionnisme moderne, et enfin la continuation des attaques (moindres en quantité, mais égales en virulence) contre le traître Tito. Le deuxième fait, c'est l'effort croissant des Soviétiques et des Chinois pour recruter des partisans dans le mouvement international et pour afficher cette option pro-soviétique ou pro-chinoise. Du côté soviétique, ces démarches ont été particulièrement visibles à l'adresse du mouvement communiste en Amérique latine, grignotée récemment par les éléments pro-chinois. Dans l'intervalle de quelques semaines, Khrouchtchev a non seulement organisé une réception fastueuse et longue pour Fidel Castro, mais il a daigné recevoir L.C. Prestes, chef du P.C. brésilien et Rodney Arismendi, chef du P.C. d'Uruguay. Les Chinois ont tenu à leur tour à souligner qu'ils ne sont pas isolés dans l'Internationale, comme Thorez aime le répéter. Ainsi, le 24 mai, le *Quotidien du peuple* a pu publier deux déclarations favorables à la position de Pékin, l'une émanant de Nioto, secrétaire général adjoint du P.C. d'Indonésie, et l'autre provenant d'un article, publié par l'organe officiel du P.C. japonais. Le lendemain, les Chinois ont pu se vanter d'avoir gagné à leur point de vue le P.C. de Nouvelle-Zélande (ce qui devrait compenser la défection des Australiens).

**

Que peuvent se dire de nouveau Souslov et Teng Hsia-ping, après avoir participé à toutes les réunions sino-soviétiques depuis 1957? Se renvoyer les citations de Lénine — artifice toujours facile à employer — n'est qu'une comédie pour la galerie, mais pas pour eux-mêmes. Par contre, s'ils doivent préparer en réalité une nouvelle conférence communiste mondiale, une série de questions ne tarderont pas à se poser devant eux, questions qui

L'Étincelle (n° 5, page 7), organe des éléments pro-chinois dans le mouvement communiste belge et français, croit pouvoir annoncer la position des délégués à la prochaine conférence de Moscou et à la réunion communiste mondiale, au cas où celle-ci aurait lieu.

« Les délégués chinois s'en tiendront aux termes de la charte du mouvement communiste mondial (Déclaration de 1960), qui prévoit l'égalité de tous les partis communistes sans considération de volume d'effectifs, et n'accepteront aucune nouvelle conférence internationale si les délégués du Parti du travail d'Albanie ne sont pas assurés de pouvoir s'exprimer librement à la tribune aussi longtemps que les délégués du P.C. de l'Union Soviétique et s'il ne leur est pas garanti qu'ils pourront répondre à toute attaque lancée contre eux.

« Les délégués chinois poseront devant le mouvement communiste mondial la question de l'« aide matérielle » de l'U.R.S.S., pour démontrer devant les communistes dont l'aide naturelle aux pays socialistes est sollicitée comment Khrouchtchev accorde à Nasser ou à Nehru, emprisonnés de communistes, un soutien matériel et financier plus grand qu'à la Chine populaire. »

avaient toujours été, jusqu'à présent, tranchées automatiquement, et en faveur de Moscou bien entendu. Il y a tout d'abord le lieu de cette future conférence mondiale : toutes les réunions du communisme mondial, depuis Lénine se sont déroulées à Moscou. Staline n'a jamais dérogé à cette règle, et Khrouchtchev pas davantage. Va-t-elle encore être appliquée cette fois? Les Chinois ne préféreraient-ils pas une autre capitale communiste ?

Ensuite, il y a le choix du rapporteur principal, cet honneur étant également, jusqu'à présent, une prérogative des dirigeants soviétiques (Khrouchtchev et Souslov, par exemple, en 1960). Puisqu'il y a désormais une minorité de fait dans le mouvement mondial, son représentant n'exigera-t-il pas le droit d'exposer officiellement son point de vue? Enfin, quel devra être le mode de vote, en particulier dans certains partis, où les éléments pro-chinois et pro-soviétiques coexistent? Auront-ils, les uns et les autres, le droit d'être représentés à la future conférence ou la majorité aura-t-elle le droit d'étouffer la voix de la minorité? Le Parti communiste d'Albanie sera-t-il invité à cette conférence aux côtés de la Ligue des communistes yougoslaves? Les délégués soviétiques feront-ils état du travail fractionnel mené par les Chinois presque dans toutes les régions du monde et les Chinois vont-ils étaler leur documentation sur les agissements soviétiques pour conserver le monopole de la direction dans le mouvement communiste international? Voici seulement quelques-uns des problèmes qui ne faciliteront nullement l'organisation de la future conférence communiste mondiale.

BRANKO LAZITCH.

Compétences des délégués soviétiques et chinois

M. SOUSLOV

Le chef de la délégation soviétique est né en 1902; entré au Parti communiste en 1921 et dans l'appareil du Parti en 1931, il n'accéda aux postes dirigeants qu'à l'époque des grandes purges stalinienne de 1936-1939 auxquelles il prit une part active d'abord, pour s'asseoir ensuite aux places rendues vacantes par les massacres. Promu ainsi au XVIII^e Congrès (1939) membre de la Commission de contrôle, il est coopté en 1941 au Comité central. Après la guerre, en 1947, il est l'un des cinq secrétaires du Comité central (dont le secrétaire général est Staline) spécialement responsable de l'Agit-Prop.

Ce n'est que l'année suivante, en juin 1948, qu'il apparaît pour la première fois dans l'équipe du Kremlin chargée de contrôler les Partis communistes étrangers; aux côtés de Jdanov et de Malenkov, il participe à la réunion du Kominform qui lance l'anathème contre Tito. L'année suivante, à la troisième et dernière réunion officielle du Kominform, tenue en novembre 1949 en Hongrie, il est déjà chef de la délégation soviétique et principal rapporteur (le deuxième rapporteur étant Togliatti !). Cette promotion rapide s'explique en partie par la mort de Jdanov en 1948 et par l'élimination de la dernière équipe stalinienne, chargée des rapports inter-partis, dont Manouïlsky était le personnage le plus connu.

Souslov, promu membre du Presidium du Comité central (nouveau nom du Bureau politique) en 1952, va assister à de très nombreux congrès communistes dans les pays satellites. Par exemple : en 1948 en Bulgarie, en 1949 en Tchécoslovaquie, en 1950 en Allemagne orientale. Ensuite, il se rend aux congrès des partis frères importants dans le monde libre : en 1959 il est au XV^e Congrès du P.C. français, en 1960 au IX^e Congrès du P.C. italien et en 1961 au Congrès du P.C. de l'Inde.

Il participe activement aux affaires les plus délicates entre les Partis communistes à l'intérieur du bloc sino-soviétique. C'est ainsi qu'il se rend en Hongrie en 1956 et qu'il accompagne Khrouchtchev en 1959 lors de son troisième et dernier voyage à Pékin. Il joue également un rôle de premier plan aux deux grandes conférences communistes internationales tenues à Moscou : en novembre 1957, où il est l'un des rapporteurs (le mois suivant devant le Plenum du Comité central du P.C. soviétique, c'est également Souslov qui fait l'exposé) et en novembre 1960, lors de la conférence des 81 partis.

Il y a donc exactement quinze ans que Souslov s'occupe, au nom du Kremlin, d'abord sous Staline, ensuite au sein de l'équipe actuelle, des affaires du mouvement communiste international.

B. PONOMAREV

Né en 1905, entré aux Jeunesses communistes à l'âge de quatorze ans, Ponomarev travaillait à l'Institut des « professeurs rouges » et à l'Institut de l'histoire du Parti au moment des grandes purges. Comme la presque totalité des dirigeants actuels du Kremlin, à commencer par Khrouchtchev, il doit sa promotion aux places rendues vacantes par les massacres; lui aussi « marchait sur des cadavres » et cette marche l'amena à

l'appareil central du Komintern où il officia de 1937 jusqu'à la dissolution en 1943. Il fut l'un des adjoints de Dimitrov; les Soviétiques avaient, en effet, entouré le chef en titre du Komintern par quelques « apparatchiks ». Ponomarev était du nombre.

Nommé, en 1944, chef d'une section (« otdel ») dans l'appareil du Comité central, il fut muté de 1946 à 1949 au Bureau soviétique d'information comme chef du Bureau, mais revint ensuite aux affaires du communisme international, fonction qu'il exerce toujours, avec le titre de secrétaire du Comité central du Parti soviétique qu'il porte depuis le XXII^e Congrès (octobre 1961).

Au cours d'une si longue activité dans le domaine du communisme international, Ponomarev a eu l'occasion de connaître la plupart des dirigeants communistes étrangers. En effet, la majeure partie des délégations communistes étrangères passent par ses bureaux, celles jugées plus importantes sont ensuite conduites à Souslov (ou Kuusinen) représentant l'échelon supérieur, et finalement à Khrouchtchev, l'instance suprême. Ponomarev est presque de tous ces entretiens. En mai dernier, la délégation du P.C. d'Uruguay fut reçue d'abord par Khrouchtchev, en présence de Souslov et de Ponomarev, et invitée ensuite à dîner par Khrouchtchev, en présence de ces deux mêmes « apparatchiks ».

Pour sa besogne de contrôle du communisme international au nom du Kremlin, Ponomarev a fait également de nombreux voyages des deux côtés du rideau de fer. Il rendit visite au P.C. français en 1956 et assista au XV^e Congrès en 1959. Il s'est également rendu chez les communistes italiens et dans les pays communistes : il était en 1955 conseiller du triumvirat Khrouchtchev-Boulganine-Mikoyan, venu chez Tito; en 1956, il assistait au Congrès du P.C. de Chine; en 1958, il dirigeait à Prague les travaux d'où sortit la revue du mouvement communiste international « Problèmes de la paix et du socialisme »; en juin 1960, il accompagnait Khrouchtchev au Congrès du P.C. roumain où eut lieu un premier accrochage entre les Soviétiques et les Sino-Albanais; en février 1962, il conduisait une délégation chez les Viet-Minh et, en mai de la même année, il était avec Khrouchtchev en Bulgarie.

YOURI ANDROPOV

Né en 1914, il a débuté dans l'appareil du Parti, puis a été muté aux services diplomatiques et, finalement, ramené de nouveau à l'appareil central, itinéraire exactement identique à celui de son autre collègue de la délégation : Ilytchev.

Secrétaire du Parti dans la République carélo-finlandaise en 1950, Andropov fut ensuite conseiller de l'Ambassade soviétique en Hongrie, avant d'être promu ambassadeur, poste qu'il devait détenir de 1953 jusqu'au lendemain de la Révolution hongroise. En 1957, il fut nommé à Moscou chef de la section du Comité central responsable des partis communistes au pouvoir (à l'exclusion donc de ceux du « monde capitaliste »). En cette qualité, il a accompli de nombreux voyages : en 1957 en Mongolie extérieure; en 1958 en Yougoslavie, Hongrie et Pologne; en 1959 en Pologne et en Chine (en compagnie de Khrouchtchev); en 1960 en Roumanie (en compagnie de Khrouchtchev); en février 1961, au

Congrès du P.C. albanais; en 1963 au Viet-Minh. Il est actuellement secrétaire du Comité central, donc égal en titre à Ponomarev et à Ilytchev.

L. ILYTCHEV

Né en 1906, il entra dans l'appareil central du Parti en 1948 pour travailler à la fois dans l'« Agit-Prop » et, comme ses supérieurs Souslov et Chépilov, à la rédaction de la *Pravda*. Rédacteur en chef de la *Pravda* dans les dernières années du règne de Staline (1951-1952-1953), Ilytchev passe aux services diplomatiques comme chef du bureau de presse du ministère des Affaires étrangères et on le voit aux conférences de Berlin (1954) et de Genève (1954), ainsi qu'aux Assemblées générales des Nations Unies en 1955 et 1956.

Promu en 1958 chef de l'Agit-Prop au Comité central, il accompagne Khrouchtchev dans son voyage aux Etats-Unis en 1959 et le suit à Pékin; il est encore avec lui lors du voyage en France, en 1960, ainsi qu'à la Conférence avortée au sommet, également en France. Le mois suivant — en juin 1960 — il est avec Khrouchtchev au Congrès du P.C. roumain, où la querelle s'engage avec les Chinois et les Albanais. En 1961, il mène la délégation soviétique au 27^e Congrès du P.C. anglais et, à l'issue du XXII^e Congrès soviétique, à la fin de cette même année, il est promu secrétaire du Comité central. En 1962, il conduit une délégation soviétique d'abord chez les Bulgares, ensuite chez les Tchécoslovaques, pour superviser l'état de ces deux partis.

TENG SIAO-PING

Né en 1904, devenu communiste en France — comme son collègue du Polit-Buro Tchou En-lai — il retourna en Chine vers 1923-1924, mais partit ensuite en Union soviétique pour recevoir à l'Université communiste la formation prévue pour les militants d'Extrême-Orient. L'*Encyclopédie soviétique* (tome 51, 1958) précise qu'« au début de 1927, il entra en Chine, ayant terminé ses études en U.R.S.S. ».

C'est peut-être sa connaissance de deux langues étrangères — le français et le russe — qui a contribué à lui assurer, assez tardivement, la charge de suivre les questions du mouvement communiste international. Ce n'est qu'en 1952 qu'il fut appelé à Pékin, dans l'appareil gouvernemental (où il fut à un moment ministre des Finances). Il devint secrétaire général du Parti en mai 1954 et membre du Bureau politique en avril 1955. Dès l'année suivante, son nom est associé aux activités du P.C. chinois dans le mouvement communiste international.

En février 1956, il fait partie de la délégation chinoise au XX^e Congrès du P.C. soviétique et, en septembre de la même année, au Congrès du P.C. chinois, il présente le rapport sur la révision des statuts, où il décerne cet éloge aux Soviétiques : « Le XX^e Congrès du P.C. de l'Union soviétique a donné des éclaircissements convainquants sur l'importance du ferme maintien du principe de la direction collective et de la lutte contre le culte de la personnalité, et ces éclaircissements ont exercé une grande influence non seulement sur le Parti communiste de l'Union soviétique, mais aussi sur les Partis communistes du monde entier ». Par une ironie de l'histoire, ou plutôt par la volonté de Mao Tsé-toung, ce même homme s'opposera quatre ans plus tard (en novembre 1960) à ce que le même jugement positif, exprimé presque en termes identiques,

entre dans la Déclaration des 81 ! Les rapports entre Moscou et Pékin s'étant détériorés, le même événement, jugé élogieusement en 1956, était devenu « révisionniste » en 1960 !

En 1957, Teng Siao-ping fait un nouveau voyage en compagnie de Mao Tsé-toung et assiste à la Conférence communiste internationale de novembre, en présence de Khrouchtchev et de Mao Tsé-toung. En 1960, il est de nouveau dans la délégation chinoise à la conférence des 81 partis, où il prononce deux discours, dont un fut marqué par une telle violence anti-khrouchtchevienne que Longo, Thorez et les autres serviteurs du maître du Kremlin se hâtèrent de le condamner sévèrement.

Ses rencontres et ses entretiens avec les dirigeants communistes étrangers deviennent de plus en plus nombreux, en particulier avec ceux des pays d'Extrême-Orient. Il est avec les chefs communistes japonais lorsqu'il s'agit de signer un communiqué commun, en mars 1959, contre l'impérialisme américain; il reçoit, en novembre 1961, la délégation japonaise à son retour du XXII^e Congrès soviétique; il signe l'article élogieux, en mars 1962, à l'occasion du 70^e anniversaire de Sanzo Nosaka, président de ce parti; il accueille, en 1958, le chef communiste nord-coréen Kim Il-sen lors de sa visite en Chine et, en 1961, il conduit la délégation chinoise au Congrès du Parti nord-coréen. Il rencontre Ho Chi-minh à son voyage à Moscou au XXII^e Congrès, et le revoit à son retour lors de l'entrevue entre Mao Tsé-toung et Ho Chi-minh. Il reçoit une délégation du P.C. indonésien en mars 1959 et en juin 1960 il introduit auprès de Mao Tsé-toung une autre délégation indonésienne conduite par D.N. Aidit.

Il s'occupe également des autres partis non asiatiques. Ainsi, en octobre 1961, il reçoit les délégations du P.C. de Nouvelle-Zélande et du P.C. d'Australie, et revoit L. Skarkey, chef de ce dernier parti, en décembre 1961. En novembre 1962, il accueille à Pékin Emile Lövlén, président du P.C. norvégien, et l'accompagne à l'aéroport à son départ de Pékin. En février 1963, il a la visite de John Gollan, secrétaire général du P.C. anglais et, en mai, il signe une déclaration commune du P.C. chinois et du P.C. de Nouvelle-Zélande.

Or, parmi tous ces nombreux partis, pas un seul ne se distingue par une position entièrement pro-khrouchtchevienne, comme celle du P.C. français et du P.C. finlandais, et la majorité est même ouvertement plus près de Pékin que de Moscou. En d'autres termes, Teng Siao-ping a des résultats à montrer à son « patron » Mao Tsé-toung.

PENG CHEN

Le deuxième chef de la délégation chinoise est né en 1900, membre du Parti dès 1923, il est actuellement membre du Bureau politique et maire de Pékin.

Il a fait également de nombreux voyages dans les capitales communistes. Ainsi, de novembre 1956 à janvier 1957, il a conduit une délégation « parlementaire » chinoise à Moscou, Prague, Bucarest, Tirana et Belgrade ! En décembre 1956, il a assisté au Congrès du P.C. italien et, en juin 1960, il conduit la délégation chinoise au Congrès du P.C. roumain, où il a croisé le fer avec Khrouchtchev. Lors de la conférence des 81 partis à Moscou, en novembre 1960, il était membre de la délégation chinoise, de même que l'année suivante, en octobre 1961, lors du XXII^e Congrès (lorsque Tchou En-lai quitta ce congrès, c'est Peng Chen qui assumait le titre de chef de la délégation).

Tableau sommaire des partis non communistes dans les pays communistes

LES notices que nous avons groupées ci-après n'ont en aucune façon la prétention d'épuiser le sujet ni même de poser tous les problèmes. Nous nous sommes bornés à résumer succinctement l'histoire des partis non communistes dans les démocraties populaires et à donner un aperçu de leur situation présente.

Notre intention était seulement de montrer que la thèse prétendue nouvelle de la « pluralité des partis » dans la période qui suit la prise du pouvoir, thèse offerte aujourd'hui en appât aux partis socialistes (et à quelques autres) par les communistes, a déjà connu des applications pratiques fort édifiantes. Elle était aussi de tracer un cadre et de fournir de premières indications pour une recherche plus approfondie.

En Europe orientale

Bulgarie

LORS de l'entrée des troupes soviétiques en Bulgarie, le « Front de la Patrie », avec leur aide, s'empara du pouvoir. Constitué clandestinement dès 1942, conformément aux directives envoyées de Moscou par Dimitrov, il était formé de quatre organisations : le Parti communiste, le Parti social-démocrate, l'Union agrarienne, dont le chef était Nicolas Petkov, et une association politique d'intellectuels et de militaires, le Zoeno.

Aujourd'hui, après de multiples péripéties dont la plus sinistre fut l'exécution de Nicolas Petkov, il ne reste plus, dans le Front de la Patrie, que le Parti communiste et l'Union agrarienne, ou son ombre. Le Parti social-démocrate — ou ce qui en restait — dut fusionner avec le Parti communiste, et le Zoeno disparaître.

L'Union agrarienne a tenu son dernier congrès — car elle tient toujours des congrès — le 25 avril 1962. Elle comprenait alors 120.000 adhérents (115.253 hommes et 4.747 femmes), groupés en 3.778 organisations locales. Socialement, la composition est la suivante : 100.000 membres de coopératives agricoles (l'équivalent des paysans kolkhoziens soviétiques), 3.500 travailleurs des « sovkhoses » ; les autres sont des artisans ou des employés.

Depuis les dernières « élections » législatives (février 1962), l'Union agrarienne dispose de 76 sièges à l'Assemblée ; le Parti communiste en a 196 ; le reste, soit 49, est réparti entre des « sans-parti », qui servent de compagnons de route aux communistes à la tête de différentes « organisations de masse ».

Après les élections, on procéda à la désignation des membres des Conseils populaires (l'équivalent des municipalités) et des Conseils cantonaux. 8.545 sièges ont été accordés à l'Union agrarienne dans les premiers, et 919 dans les seconds (ceci sur un total de 49.824 membres des Conseils populaires et des Conseils cantonaux).

Le secrétaire général de l'Union agrarienne est Gueorgui Traïkov, qui est également premier vice-président du Conseil des ministres et président du Conseil de l'Agriculture.

MILKA KRAUSS.

Hongrie

ON doit à celui qui fut longtemps le chef du Parti communiste hongrois et le bourreau de son peuple, Matyas Rakosi, l'exposé le plus complet et le plus cynique de la façon dont

les communistes doivent procéder à l'égard des partis qui acceptent de coopérer avec eux pour la prise du pouvoir, et qui s'engagent avec eux dans la construction du socialisme.

Le 29 février 1952, il fit en effet à l'Ecole supérieure du Parti des Travailleurs hongrois (c'était le nom que portait alors le Parti communiste) une conférence qui fut publiée peu après dans la revue *Tarsadalmi Szemle* (la Revue sociologique), mars-avril 1952, sous le titre : « La voie de notre démocratie populaire » (1).

C'est au cours de cette conférence qu'il définit la méthode communiste par une formule cynique qui mérite de durer : « la tactique du salami ». Il voulait dire par là qu'on faisait de tous les partis un bloc, sous le prétexte et le nom de front national, et que ce bloc, les communistes le débitaient par tranches, comme un salami ou un saucisson, en s'appuyant, pour la liquidation de chaque « tranche », sur celles dont le tour viendrait après.

Les élections qui eurent lieu le 4 novembre 1945 en Hongrie se firent dans un climat de liberté, et l'on peut tenir pour représentatifs de l'état de l'opinion les résultats obtenus.

ELECTIONS DE 1945

	VOIX	SIÈGES
Petits propriétaires	2.697.503	246
Sociaux-démocrates	823.314	70
Parti communiste	802.122	67
Parti national paysan (2)	325.284	23
Parti libéral	76.424	2
Parti radical	5.762	0

Dix-huit mois plus tard, après des pressions (exercées par les autorités soviétiques) et des manœuvres de toutes sortes, le Parti des petits propriétaires, à qui on avait interdit de gouverner seul, avait été décapité, bien qu'il fut toujours membre de la coalition gouvernementale, dite Front national. Les communistes décidèrent de l'achever en recourant à des élections auxquelles on donna en apparence un caractère plus démocratique. Neuf partis démocratiques y présentèrent des candidats. En dehors des partis membres du Front national, des organisations d'opposition

(1) On en trouvera la traduction intégrale, enrichie de notes et de commentaires, dans *Est & Ouest*, n° 181, 16-31 octobre 1957 : *Le peuple hongrois contre le communisme*.

(2) Le Parti national paysan était une création des communistes pour essayer d'enlever des voix aux « petits propriétaires ».

avaient le droit de présenter des candidats. Les voix qu'ils recueilleraient n'iraient pas au Parti des petits propriétaires, ce qui achèverait de ruiner sa position au sein du Front national.

Les communistes avaient même suscité la création de deux partis d'opposition, l'*Union des Femmes chrétiennes* et le *Parti démocratique indépendant*. On voit qu'ils peuvent aller très loin dans l'utilisation de la pluralité des partis.

Les élections eurent lieu le 31 août 1947.

ELECTIONS DE 1947

Suffrages exprimés : 4.996.183		
<i>Front national</i> (3.000.027 voix, 60,2 %).		
Communistes	1.082.597	21,5 %
Parti national paysan	427.000	8,7 %
Sociaux-démocrates ..	739.000	14,8 %
Petits propriétaires..	757.000	15,2 %
<i>Opposition</i> (1.989.156 voix, 36,8 %).		
Parti de l'indépendance	804.300	16,1 %
Parti démocrate populaire	719.400	14,4 %
Parti démocratique indépendant	105.400	5,3 %
Femmes chrétiennes.	47.700	2,4 %
Parti radical	38.800	1,7 %

Le premier à disparaître fut le *Parti de l'indépendance*. Il avait été fondé en juillet 1947 par un député exclu du Parti des petits propriétaires. On trouva moyen d'accuser son chef d'avoir fait libérer un S.S. hongrois pendant qu'il était sous-secrétaire d'Etat à la Justice dans un des premiers gouvernements de l'après-guerre. Il préféra s'exiler et son parti fut dissous.

En juin 1948, le Parti social-démocrate, « épuré » de sa « droite » et de son « centre », fusionnait avec le Parti communiste pour devenir le Parti des travailleurs hongrois. La « gauche » du Parti social-démocrate, qui avait préparé cette fusion, était constituée en majeure partie de communistes clandestins.

Laisons ici la parole à Rakosi :

« La réalisation de l'unité ouvrière et l'expulsion des dirigeants sociaux-démocrates traités furent suivies de mesures analogues dans les autres partis. Le *Parti des petits propriétaires* et le *Parti national paysan* exclurent de leurs rangs la plupart des éléments dont le passé démocratique, la fidélité et la sincérité politique étaient douteux et resserrèrent leur collaboration avec le Parti communiste. Ceci fut facilité par le fait qu'une partie importante des membres et dirigeants locaux de ces partis demandèrent à être admis dans le nôtre. Le *Parti démocrate indépendant hongrois* et le *Parti radical*... demandèrent à être incorporés dans le Front de l'Indépendance après une épuración appropriée de leurs rangs. Le *Parti démocrate populaire*, qui avait obtenu principalement les voix des paysans catholiques, commença à se désagréger et son chef, Barankovics, s'enfuit à l'étranger et son parti prononça de lui-même sa dissolution, sans qu'aucune pression ou persécution fût exercée, parce qu'il sentit que les foules l'abandonnaient et allaient au Front de l'Indépendance conduit par notre Parti. La silhouette du peuple travailleur se dessinait plus nettement et les conditions de l'établissement d'un Front populaire et de la République populaire étaient obtenues. »

Le 31 janvier 1949, la direction du Parti communiste convoqua à Budapest une conférence qui réunit, outre les communistes, des représentants des quatre partis subsistant : le *Parti des petits propriétaires*, le *Parti national paysan*, le *Parti radical* et le *Parti démocratique indépendant*. La conférence « décida » la création d'une nouvelle coalition : le *Front populaire de l'Indépendance*, et c'est sous l'égide de ce front que se déroulèrent les élections générales du 15 mai 1949, les premières où les électeurs hongrois se trouvèrent en face d'une liste unique, qui comportait autant de candidats que de sièges à pourvoir.

Les quatre « partis » avaient si peu d'existence que, pendant six mois, le Parti des travailleurs leur fournit les fonds nécessaires à leur fonctionnement administratif pendant la période électorale. Quelques mois plus tard, ces subventions furent supprimées et les sièges de ces partis fermés, mais aucune mesure d'interdiction ni de dissolution n'intervint qui mit fin à l'existence juridique des organisations. On pouvait les ressusciter au besoin.

En 1953 et 1954, quand les Soviétiques eurent imposé à la Hongrie un « cours nouveau » et forcé Rakosi (qui gardait le secrétariat du Parti) à abandonner la direction du gouvernement à Imre Nagy, il y eut une tentative pour ranimer les petits partis. Le Front prit un nouveau nom, celui de *Front populaire patriotique*; deux membres du Parti des petits propriétaires et un membre du Parti national paysan se virent confier des postes ministériels dans le gouvernement d'Imre Nagy. Même après l'éviction d'Imre Nagy (14 avril 1955), on s'employa à ranimer le Front populaire en vue des élections de 1957. Le Parti des petits propriétaires reçut un local et fut invité à préparer sa réorganisation. Son ancien secrétaire général Bela Kovacs, récemment libéré des geôles soviétiques, refusa de se prêter à ce jeu, arguant de son état de santé.

Si, même sous la direction de Nagy, les communistes n'avaient pas réussi à rendre un semblant de vie aux partis non communistes, c'est qu'ils se heurtaient à l'hostilité ou à la crainte des anciens membres de ces partis. Quand survint la révolution d'octobre-novembre 1956, les sociaux-démocrates, le Parti des « petits propriétaires », le Parti national paysan réapparurent, entrèrent dans le gouvernement d'Imre Nagy et s'employèrent à reconstruire leurs organisations.

Tout rentra dans l'ordre quand les troupes soviétiques eurent imposé le gouvernement Kadar, mais l'ordre, dans les démocraties populaires, exige l'existence de partis satellites et, dès le 3 mai 1957, on pouvait lire dans *Nepszabadsag*, l'organe central du Parti ouvrier socialiste hongrois, troisième nom du Parti communiste, un article examinant l'opportunité de laisser rétablir en Hongrie des partis non communistes, à l'instar de ce qui se passait en Pologne et en Chine populaire.

Lors des élections du 16 novembre 1958, les dirigeants communistes hongrois tentèrent en effet de donner une nouvelle vie au Front populaire patriotique. Mais aucun des leaders des partis démocratiques ne se prêta à leur jeu, pas même pour figurer sur les listes uniques, à titre personnel. On trouva bien un Bela Kovacs à présenter aux électeurs, mais ce n'était qu'un homonyme de l'ancien secrétaire général du Parti des petits propriétaires. Il fallut se contenter de présenter des listes de communistes et de « sans-parti ».

Ainsi, la Hongrie est-elle aujourd'hui l'une des démocraties populaires qui, de ce point de vue, ressemblent le plus à l'Union soviétique. « *L'unité socialiste de la nation, c'est une alliance sur une base de classe dont un des principaux aspects politiques est l'union des communistes et des travailleurs sans parti* », écrivait récemment Istvan Szirmai, membre du Bureau politique et du secrétariat du Parti socialiste ouvrier hongrois (*La Nouvelle Revue internationale*, mars 1963). Pas un mot des partis démocratiques. Leur liquidation a été complète.

C. H.

Pologne

DE tous les pays de démocratie populaire, c'est la Pologne qui présente l'aspect politique le plus complexe, et cela, non seulement aujourd'hui et depuis 1956, mais aussi tout au long de la période qui commence avec l'occupation soviétique. Il serait hautement édifiant de montrer comment les communistes traitèrent les autres partis — notamment le Parti socialiste — dans un pays où l'existence et l'activité des partis étaient déjà anciennes. Nous nous bornerons à donner un rapide état de la situation présente, non sans avoir rappelé qu'il se produisit aux élections générales de janvier 1957 un événement sans précédent dans les annales des démocraties populaires. Les élections se firent, dans chaque circonscription, sur une liste unique, dite « liste du Front de l'Unité nationale ». Mais cette liste comportait plus de candidats qu'il n'y avait de sièges à pourvoir : ainsi une certaine liberté de choix, fort limitée, était laissée aux électeurs.

En dehors du Parti communiste, ou Parti ouvrier polonais unifié (sigle polonais P.Z.P.R.),

— dont le nom, à lui seul, rappelle que les communistes ont absorbé le Parti socialiste — il existe en Pologne quatre partis ou organisations « non communistes » :

a) Le *Parti paysan unifié* (Z.S.L.) comptait environ 300.000 membres au début de 1962 et dispose à la Diète, depuis les élections du 16 avril 1961, de 117 sièges (sur 460).

Son président est, depuis le 28 mai 1962, Czeslaw Wycech, maréchal (c'est-à-dire président) de la Diète depuis février 1957, réélu à ce poste en mai 1961. Le parti est représenté au gouvernement : un vice-président, deux ministres et plusieurs vice-ministres.

Il publie trois organes centraux :

— un quotidien : *Dziennik Ludowy* (le Journal du Peuple),

— un bihebdomadaire : *Zielony Sztander* (l'Étendard vert),

— un mensuel : *Wies Wspolczesna* (la Campagne verte).

A cela s'ajoute une dizaine d'autres publications distribuées aux cultivateurs.

b) Le *Parti démocrate* (S.D.), dont on ne connaît pas les effectifs, représente en principe l'artisanat. Son président est le professeur *Stanislaw Kuezynski*, qui occupe des fonctions gouvernementales : il est l'un des vice-présidents du Conseil d'État. Le Parti compte également l'un des vice-maréchaux de la Diète, et un ministre.

Il dispose d'un organe central qui paraît chaque semaine : *Tygodnik Demokratyczny* (hebdomadaire démocratique).

c) L'association *Pax*, qui se proclame elle-même

I. — Composition de la Diète

	20 janv. 1957	16 avril 1961
Nombre des députés.....	459	460
Parti ouvrier polonais unifié	239	255
Parti paysan unifié.....	116	117
Parti démocrate	37	39
« Sans parti »	67	49
dont :		
Groupement Znak	9	5
Catholiques progressistes	3	2

II. — Effectifs des partis

	1960 (31-12)	1961 (31-12)
Parti ouvrier polonais unifié	1.154.672	1.306.215
Parti paysan unifié /...	258.671	286.737
Parti démocrate	?	?

(L'Annuaire statistique 1962, Varsovie, Office Statistique 1962, p. 449, tabl. 5, indique que ce tableau ne comporte pas de données concernant le Groupement Démocrate qui est en train de mettre à jour la liste de ses membres.)

III. — Composition politique des Conseils populaires

	Ensemble	Voievodies	Districts	Villes moyennes	Petites villes	Arrondissements	Communes rurales
Parti ouvrier polonais unifié. 1958	83.070	1.125	9.041	2.718	9.960	1.584	56.890
1961	83.360	1.127	8.955	2.525	10.222	1.350	57.207
Parti paysan unifié							
1958	43.464	458	4.802	216	2.173	134	35.328
1961	39.645	445	4.599	211	2.330	133	31.532
Parti démocrate démocrate..							
1958	3.472	199	726	448	1.373	242	420
1961	3.670	209	716	467	1.551	218	406
« Sans parti »							
1958	75.038	357	2.999	1.268	5.521	740	62.976
1961	57.348	419	3.352	1.362	5.594	759	44.631

(Annuaire statistique 1962, p. 448, tabl. 3.)

la « gauche catholique de Pologne » (3), a deux représentants au Parlement. On ignore l'importance de ses effectifs. Elle publie :

- un quotidien, *Slowo Powszechne* (la Parole universelle),
- un hebdomadaire social et littéraire, *Kierunki* (les Courants).

Elle dispose également de quelques périodiques religieux.

d) Le groupement *Znak* (le Signe) rassemble des intellectuels catholiques, dont plusieurs professeurs de l'Université catholique de Lublin, ainsi que des écrivains.

Il dispose de deux publications :

- un hebdomadaire, *Tygodnik Powszechny* (Hebdomadaire universel),
- un mensuel : *Znak* (le Signe).

Cinq sièges lui ont été attribués à la Diète en 1961, contre 9 en 1957. Un de ses animateurs, l'écrivain Jerzy Zawieyski, est membre du Conseil d'Etat.

LUCIENNE REY.

Roumanie

LE 20 juin 1944 — deux mois avant l'armistice — les communistes roumains (qui n'étaient qu'une poignée) avaient constitué un *Front démocratique national* avec trois grands partis, les sociaux-démocrates, les nationaux paysans et les libéraux nationaux. Le Parti national paysan et le Parti libéral national recueillaient avant la guerre les deux tiers des voix aux élections générales. Cela n'empêcha pas qu'après une visite, demeurée célèbre, de Vychinski, alors vice-ministre des Affaires étrangères, au roi, le 6 mars 1945, un gouvernement à majorité communiste fut constitué, dont ces deux partis étaient exclus, ainsi que du Front.

Aux élections de novembre 1945, qui se déroulèrent dans une atmosphère de terreur, les listes du Front recueillirent 84 % des suffrages : les libéraux nationaux, les nationaux paysans et la majorité non collaborationniste du Parti social-démocrate avaient présenté des listes séparées. Ces derniers ne furent même pas représentés au Parlement.

Fin 1947, le Parti national paysan fut dissous, et son président, Maniu, jeté en prison (où il mourut cinq ans plus tard). On arrêta vers le même temps les principaux leaders de l'aile anti-communiste du Parti libéral; après quoi devait venir le tour de ceux qui, comme Georges Tataresco, avaient consenti à entrer dans les premiers gouvernements de transition avec les communistes. Leur parti disparut. Quant à ce qui restait du Parti social-démocrate, il fusionna au début de 1948 avec le Parti communiste pour donner le *Parti ouvrier roumain*.

Depuis lors, il n'y a plus en Roumanie d'autre parti que le Parti ouvrier. Quand, en 1955, Tataresco et l'ancien chef socialiste Titel-Petrescu furent libérés, ils firent des déclarations en faveur du régime, mais ils ne furent pas invités à reconstituer des simulacres de parti (ou, s'ils le furent, ils déclinerent l'offre).

A chaque renouvellement de l'Assemblée nationale (1952, 1957, 1963) le Front démocratique populaire reparait pour patronner des listes uniques, formées de communistes et de sans-parti. Le secrétariat de ce Comité est composé uniquement de communistes.

(3) Voir sa déclaration, envoyée au Concile du Vatican, in *Slowo Powszechne* des 29-30 septembre 1962.

Tchécoslovaquie

IL existait, au moment du coup d'Etat communiste de 1948, six partis politiques non communistes en Tchécoslovaquie, dont trois dans les provinces occidentales de langue tchèque (Bohême et Moravie) et trois en Slovaquie. La stricte division des partis, qui s'explique par la frontière ethnique, servait aussi la cause communiste, car elle empêchait le rassemblement des forces non communistes sur le plan national.

En Bohême et en Moravie, le plus important des partis non communistes était le Parti socialiste national (dont le président Benès était membre et ancien leader). Il avait recueilli 24 % des suffrages exprimés lors des élections parlementaires de mai 1946, suivi de près par le Parti populaire (d'inspiration catholique) avec 21 %. Le troisième parti, le Parti social-démocrate, qui avait appartenu, avant la guerre, aux trois plus grands groupements politiques dans le pays, a réuni 15 % des votes en 1946. En Slovaquie, le gros des éléments non communistes se trouvait dans le Parti démocrate slovaque qui obtint plus de 60 % des voix. Les deux autres partis non communistes, le Parti du Travail et le Parti de la Liberté, se partageaient 10 % des votes.

Tous ces partis étaient bien développés et disposaient d'un réseau important d'organisations locales et régionales, avec parfois des centaines de milliers de membres. Le coup d'Etat de février 1948 et la prise du pouvoir par les communistes entraînent un arrêt brutal de leurs activités. Les dirigeants communistes avaient l'option entre une dissolution pure et simple de ces partis et leur « assimilation ». Ils ont adopté cette dernière.

Les partis non communistes furent tout d'abord « épurés » de leurs « éléments réactionnaires ». Tous les leaders dignes de ce nom ayant une pensée politique personnelle furent expulsés et remplacés par des personnages médiocres et dociles. Ce travail fut accompli par des comités spéciaux créés durant les semaines qui suivirent le coup d'Etat. Ceci fait, le Parti social-démocrate en Bohême et en Moravie, et le Parti du Travail en Slovaquie, furent contraints de fusionner avec le Parti communiste tchèque, éventuellement slovaque.

Depuis lors (1948) la carte politique n'a pas subi de changement. Il reste encore deux partis non communistes dans les provinces occidentales et deux autres en Slovaquie. Deux de ces partis ont pris un nom nouveau : le Parti national socialiste est devenu le *Parti socialiste tchécoslovaque*, et le Parti démocrate slovaque s'appelle maintenant *Parti slovaque de la renaissance*. Décimés et vidés de tout contenu politique indépendant, les partis non communistes furent incorporés dans un organisme qui avait existé, de nom, depuis la Libération, mais qui, au début, n'était qu'une plate-forme fort imprécise de coordination : le *Front national des travailleurs des villes et des campagnes*. Il comprenait tous les partis politiques et les « organisations de masse », en réalité succursales du Comité central du P.C.T.

Le Front national se présente toujours avec une liste unique aux élections parlementaires. Les 300 sièges à pourvoir sont répartis entre les différents groupements au sein du Front, de manière à assurer une majorité décisive aux communistes. Cette manière de conduire les élections et de répartir les postes de députés n'a guère changé pendant les dernières quinze années. Après les dernières élections de 1960, par exemple, le Parti populaire obtint 16 sièges au Parlement.

Les partis non communistes maintiennent toujours l'apparence d'une relative indépendance. Ils possèdent des organisations locales et régionales, acceptent de nouveaux membres et tiennent des réunions sur tous les plans, local ainsi que national. Le Parti socialiste tchécoslovaque organisa la dernière conférence nationale au mois de janvier 1963 où M. Alois Neumann fut élu président à la place de M. Emanuel Slechta, mort dans des conditions tragiques et assez mystérieuses. La dernière conférence nationale du Parti populaire eut lieu au mois de juin 1961. Le président de ce parti est toujours M. Josef Plojhar, ancien prêtre catholique, excommunié par le Vatican. Le Parti clovaque de la renaissance a élu M. Jozef Kysely, son président, au cours de sa conférence nationale, au mois de décembre 1962. Le président de ce parti est M. Michal Zakovic. Il semble que les communistes aient l'intention de permettre à ces partis de mener leur existence fictive assez longtemps encore. En 1960 — avant la publication de la nouvelle Constitution tchécoslovaque (document plutôt stalinien) — l'existence des partis non communistes avait été mise en question. Pendant quelques mois, il courut des rumeurs sur leur dissolution imminente. Dans la presse communiste, on a pu lire à diverses reprises que les partenaires du P.C.T. dans le Front national avaient « rempli leur rôle historique ». Il n'est pas exclu que l'idée de les abolir ait été inspirée par la peur de voir se renouveler ce qui s'était produit lors de la première vague de « dégel » et de la « déstalinisation » en 1956. Au printemps 1956, après le XX^e Congrès du P.C.U.S., le Comité central du Parti communiste tchécoslovaque reçut de nombreuses suggestions venant des fédérations de base et de simples militants qui proposaient de tenir des élections vraiment libres où chaque parti serait présenté individuellement. Ceux des dirigeants du P.C.T. qui, quatre ans plus tard, recommandaient la dissolution des partis non communistes, voulaient peut-être rendre impossible, une fois pour toutes, une telle tentation. Quoi qu'il en soit, le Parti communiste n'a pas suivi leurs conseils. Le journal slovaque communiste *Pravda* trancha, le 3 juin 1960, la question et réfuta catégoriquement « l'opinion incorrecte selon laquelle le Front national et les partis bourgeois étaient devenus inutiles dans la phase de construction socialiste à venir ». Les fonctionnaires des partis non communistes en Tchécoslovaquie n'ont donc, pour le moment au moins, aucun motif de craindre pour leurs postes.

ZDENEK SUDA.

Allemagne orientale

EN 1945, au moment de l'effondrement du régime nazi, quatre partis se sont constitués dans la zone d'occupation soviétique d'Allemagne, qui ont obtenu l'autorisation nécessaire du gouvernement militaire : *Parti communiste*, *Parti socialiste*, *Parti libéral* et *Parti chrétien-démocrate*. Les socialistes furent, de bonne heure, obligés à fusionner avec le Parti communiste dans le Parti socialiste unifié allemand (S.E.D.). En 1948, sur l'initiative du S.E.D., deux nouveaux partis furent créés : *Parti national démocrate* et *Parti démocrate paysan*. A l'heure actuelle, il existe quatre partis non communistes en Allemagne orientale.

Le Parti chrétien-démocrate comptait, au début, à peu près 220.000 membres, mais ses effectifs ont diminué depuis, et il n'a, aujourd'hui, que 70.000 membres inscrits. La situation du Parti libéral est similaire : de ses quelque 200.000 adhérents en 1945, il n'en garde que 75.000 à peine. Il semble que les deux autres partis non com-

munistes aient absorbé une portion importante de la substance du Parti libéral et du Parti chrétien-démocrate. Le Parti national démocrate, qui commença en 1948 avec 17.000 inscrits, en compte maintenant près de 120.000. Le Parti paysan réunit 75.000 membres, ce qui le rend égal aux libéraux et démocrates-chrétiens, mais au moment de son plus grand essor, il en avait 125.000. Sans doute, les communistes entretiennent-ils cette compétition entre les partis dits « bourgeois » en Allemagne orientale, car ils craindraient de rencontrer des difficultés s'ils ne trouvaient en face d'eux que les deux partis allemands traditionnels, même si ces partis leur sont soumis comme il est de règle.

Les partis politiques, en Allemagne orientale, prennent part aux élections sur des listes uniques constituées conformément à la répartition des sièges dans la Diète (Volkskammer) décidée par le Bureau politique du S.E.D. Ils se présentent en tant que « Bloc démocrate antifasciste » où figurent, en plus des quatre partis « bourgeois » et du Parti communiste (socialiste unifié), diverses organisations « de masse » — fédérations syndicales, femmes « progressistes », Union de la Jeunesse libre d'Allemagne, etc. Avant 1948, le Parti libéral et le Parti chrétien-démocrate se voyaient accorder 60 sièges à la Diète, le Parti socialiste unifié 100, le reste allant aux « organismes de masse », mais depuis la constitution du Parti national démocrate et du Parti paysan, chacun des quatre partis non communistes occupe 45 sièges. Grâce à la participation des organisations de masse, une majorité confortable est assurée au Parti socialiste unifié pour le cas où les partis bourgeois viendraient à manifester une volonté d'opposition, ce qui est d'autant plus improbable que la Diète n'a jamais de décision importante à prendre.

Pour subvenir à leurs frais de fonctionnement, les partis reçoivent des subventions régulières du gouvernement. Toutefois, le montant de ces subventions est calculé en proportion du nombre des membres ayant payé leurs cotisations. Le parti qui perçoit la plus grande somme des cotisations peut réclamer la plus grande subvention. Le système fut évidemment établi pour éliminer les partis dont les effectifs sont en voie de diminution. Le Parti démocrate paysan reçoit, par exemple, 9.000.000 DM par an à titre de subvention.

Le dernier congrès national du Parti démocrate chrétien eut lieu à Erfurt, au mois de janvier 1960. Le président du Parti est M. August Bach. Les libéraux ont tenu leur dernière réunion au niveau national à Weimar, en février 1963. Ils ont élu le D^r Max Suhrbier pour président. Un autre membre éminent du Comité central du Parti libéral est le D^r Johannes Dieckmann, vice-président de la Volkskammer. Le Parti national démocrate, dont le dernier Congrès national s'est déroulé à Dresde, au mois de mai 1960, a choisi pour leader le D^r Lothar Bolz, ministre des Affaires étrangères de l'Allemagne orientale. Le Parti démocrate paysan a organisé son congrès, la dernière fois, à Güstrow. Le président de ce parti est M. Ernst Goldenbaum.

Il ne semble pas que les dirigeants de la République démocratique d'Allemagne aient envisagé sérieusement de changer radicalement la structure des partis politiques. Le président de la Commission de contrôle du S.E.D., M. Herrmann Matern, a bien observé, en avril 1959, que les partis « bourgeois » en Allemagne orientale « n'étaient nullement une institution permanente ». Toutefois, aucune mesure concrète n'a été jusqu'ici prise pour les éliminer.

ZDENEK SUDA.

En Chine populaire

EN 1957, un voyageur mal au fait des problèmes du communisme dans le monde écrivait, à son retour de Chine : « L'idée essentielle du communisme à la « chinoise », l'origine de ses diverses particularités tient dans les mots de Front uni. » C'était ignorer que la formule du Front uni remonte, à quelques années près, aux origines de l'Internationale communiste, et ce qui s'était passé après 1944 en Europe centrale et orientale dans les pays qui allaient tomber sous le joug de la démocratie populaire.

Toutefois, bien qu'elle fût celle d'un homme peu averti, cette impression correspondait à une réalité particulière à la Chine communiste. Les communistes chinois n'ont pas été

les premiers, et ils ne sont pas les seuls à utiliser des « partis démocratiques » après la prise du pouvoir, mais, dans aucune autre démocratie populaire, même peut-être dans la Pologne d'après 1956, cette utilisation n'a été pratiquée de façon aussi systématique ni aussi ostentatoire.

Deux faits sont à retenir : le nombre important des partis démocratiques (ils sont huit après avoir été onze) associés, sinon au pouvoir, du moins au gouvernement de l'opinion, l'existence d'une institution particulière pour l'utilisation, la direction et, si l'on peut dire, l'ostentation de ces partis : la *Conférence Politique Consultative du Peuple Chinois* (C.C.P.P.C.).

Les partis démocratiques

D'après le secrétariat de la Conférence Politique Consultative du Peuple Chinois, les partis démocratiques étaient au nombre de huit en mars 1957 (contre onze en 1949) (1).

a) Le *Comité révolutionnaire du Kuomintang*, fondé en janvier 1948 à Hong-Kong. Le 4 mai 1950, le journal communiste de cette ville, le *Wen Houei je Pao*, publiait que cette organisation avait accepté « dès sa fondation la direction du P.C. chinois ». Son président est Li Tchi-chen, vice-président du Comité permanent de l'Assemblée nationale et du Comité national de la C.C.P.P.C. Il disposait de 59 sièges à l'Assemblée nationale (qui en compte 1.926) et de 25 à la C.C.P.P.C. : M^{me} Ho Hsiang-ning, présidente de la Commission des Affaires des Chinois d'outre-mer; Chu Hsueh-fan, ministre des P.T.T.; Chiang Kuang-nai, ministre de l'Industrie textile, cinq vice-ministres et dix-sept vice-présidents ou membres du Comité de la Défense nationale appartenaient à cette organisation à la date précitée.

b) La *Ligue démocratique chinoise*, constituée en 1939 sous un autre nom par la réunion de plusieurs petits groupes attachés surtout à la lutte contre les Japonais. Réorganisée en 1941 sous son nom actuel, elle fut affaiblie par diverses scissions, se montra très hostile au Kuomintang à partir de 1947, ce qui entraîna sa dissolution en octobre de la même année par décret du gouvernement de Tchang Kai-shek. Certains de ses dirigeants s'exilèrent à Hong-Kong où ils réorganisèrent la Ligue l'année suivante.

La Ligue dispose de 82 sièges à l'Assemblée nationale et de 25 à la C.C.P.P.C. Son président, Shen Chien-ju, est vice-président du Comité permanent de l'Assemblée nationale

et du Comité national de la C.C.P.P.C. La Long-chi, ministre de l'Industrie forestière, Shih Liang, ministre de la Justice, Cha Tchen-li, également ministre et six vice-ministres appartiennent à la Ligue.

c) L'*Association démocratique chinoise pour la construction nationale*, fondée en décembre 1945 à Tchoung-King. Son siège fut transféré à Shanghai en 1946. Elle comptait parmi ses membres des hommes d'affaires importants qui étaient hostiles au Kuomintang et elle fut contrainte à devenir clandestine en 1957. En septembre 1949, son quartier général s'installait à Pékin. Elle détient 63 sièges à l'Assemblée nationale et 25 à la C.C.P.P.C. Son président, Huang Yen-peï, exerce les mêmes fonctions que les présidents des organisations précédentes. Le ministre du Ravitaillement, Tchang Nai-chi, le ministre de l'Industrie alimentaire, Li Chueh-jen, et cinq vice-ministres étaient membres de l'Association.

d) L'*Association chinoise pour le développement de la démocratie*, fondée en 1946 à Canton par des dissidents du Kuomintang (dont Tsai Ting-tsié et Li Tsi-chen) et transférée peu après à Hong-Kong. L'action que menait pendant la guerre civile le groupe de Shanghai de l'Association, sous la direction de Ma Chou-loun, l'actuel président de l'association, et M^{me} Hsu Kouang-ping (femme du célèbre écrivain Lou Hsun, mort avant la guerre) était favorable au communisme; 16 sièges à l'Assemblée nationale, 12 à la C.C.P.P.C. Ma Chou-loun est membre du Comité permanent de l'Assemblée nationale.

e) Le *Parti démocratique des paysans et ouvriers chinois*, fondé sous un autre nom en 1927. Son chef — qui est encore son président (en même temps que ministre des Communications et vice-président du Comité national de la C.C.P.P.C.), Tchang Po-kiun, aurait été au service du P.C. chinois à partir de 1935; 19 sièges à l'Assemblée nationale et 12 à la C.C.P.P.C.

(1) Ce chapitre reproduit partiellement une étude parue dans *Est & Ouest*, n° 196, 1^{er}-15 juin 1958 : « Les « partis démocratiques » chinois et la campagne de « rectification ». Voir aussi, *id.*, n° 193, 16-30 avril 1958 : « Le P.C. chinois face à la crise du communisme mondial en 1956 ».

f) Le *Parti Tche Koung*, ancienne organisation secrète dont les origines remontent à la dynastie mandchoue, eut une certaine importance dans les colonies chinoises du sud-est asiatique et d'Amérique. En mai 1947, une de ses sections tint une réunion à Hong-Kong et décida d'accepter la direction du P.C. chinois. 4 sièges à l'Assemblée nationale et 6 à la C.C.P.P.C. Tchen Tchi-you, président du Parti, est membre du Comité permanent de la C.C.P.P.C.

g) La *Société Kieou San*, ou Société d'études du 3 septembre, fondée en 1944 à Tchoung-king, tire son nom — qu'elle reçut un peu plus tard — de la date de la capitulation japonaise. Son président, Hsü Tche-heng, qui fit ses études en France et en Grande-Bretagne, est membre du Comité permanent de la C.C.P.P.C. et ministre des Produits aquatiques. Son vice-président, Liang Hsi, est ministre des Forêts. 24 sièges à l'Assemblée nationale et 12 à la C.C.P.P.C.

h) La *Ligue démocratique pour l'autonomie de Taiwan*, 2 sièges à l'Assemblée nationale et 6 à la C.C.P.P.C. Sa présidente, M^{me} Hsieh Hung, est député à l'Assemblée nationale (2).

La survivance de ces organisations n'était pas sans étonner certains militants communistes, et Liou Chao-tchi avait jugé utile de leur expliquer à nouveau la raison de cet état de choses qui leur paraissait insolite, lors du VIII^e Congrès du P.C. chinois (15-27 septembre 1956).

« D'aucuns se demandent pourquoi — notre dictature démocratique du peuple étant, à l'étape actuelle, une forme de dictature du prolétariat — d'autres classes, d'autres partis et des démocrates sans parti participent au pouvoir d'Etat ? Pourquoi le Front uni démocratique du peuple de notre pays subsiste-t-il toujours ? » (3)

Liou Chao-tchi avait alors répondu que la dictature du prolétariat était, « en fin de compte, une certaine forme d'alliance de classes ». Elle reposait essentiellement, selon la conception de Lénine, sur l'alliance des ouvriers et des paysans, mais cette alliance devait aussi s'étendre non seulement aux « artisans, petits commerçants, marchands ambulants ainsi qu'à d'autres travailleurs individuels », mais encore à « la bourgeoisie nationale ».

Déjà, pendant la guerre, « les organes du pouvoir politique des bases révolutionnaires s'étaient adjoint la participation de certaines personnalités représentatives de la bourgeoisie nationale ». Mais on était alors à « l'étape de la révolution démocratique bourgeoise » (une révolution bourgeoise qui était faite par les communistes!) et cette collaboration était « plus facile à comprendre ».

Pourquoi cette collaboration s'est-elle accrue après la prise du pouvoir et dure-t-elle encore, « alors que la transformation socialiste a déjà remporté une victoire fondamentale ? » Parce que, si la bourgeoisie était, dans la société bourgeoise, « la classe la moins nombreuse, en dehors de la classe de la bour-

geoisie bureaucratique », elle était « la classe possédant les plus riches connaissances dans la culture moderne, comptant dans ses rangs la plus d'intellectuels et de spécialistes ».

Contracter avec eux cette alliance politique, c'est leur donner la possibilité « de mettre pleinement en valeur leurs capacités et leurs connaissances techniques » et de « déployer encore plus d'efforts dans leur propre rééducation ».

Et Liou Chao-tchi de résumer ainsi la doctrine en la matière :

« Les partis et groupements démocratiques de notre pays se sont formés essentiellement au cours de la guerre de résistance contre le Japon et ils ont eu alors des rapports de coopération avec notre Parti. Au moment de la fondation de la République populaire, ils ont participé au gouvernement populaire, puis ils ont donné progressivement leur appui à notre cause socialiste. Nous considérons que dorénavant une politique de « coexistence à long terme et de contrôle mutuel » entre le Parti communiste et les partis et groupements démocratiques doit être adoptée. Les bases sociales des partis et groupements démocratiques chinois sont la bourgeoisie nationale, la couche supérieure de la petite bourgeoisie et leurs intellectuels. Après l'accomplissement de la transformation so-

(2) En 1949, on comptait trois autres partis :

— La *Société du salut national*, fondée à Shanghai en 1935 pour lutter contre les Japonais. Elle prononça sa dissolution en novembre 1949. Plusieurs de ses chefs se virent confier des postes ministériels par les communistes : Chan Tsun-jou, Tchang Nai-tsi, M^{me} Che-Liang et Cha-Tsien-li.

— La *Fédération des camarades des trois principes du peuple*.

— L'*Association du Kuomintang pour le développement de la démocratie*.

Ces deux organisations ont sans doute été incorporées dans le Comité révolutionnaire du Kuomintang.

(3) « VIII^e Congrès du Parti communiste chinois », recueil de documents édité par les *Cahiers du Communisme*, numéro spécial, janvier 1957, p. 52. Certains militants ne se bornaient pas à s'étonner de la présence de membres des petits bourgeois dans les rouages de l'Etat. Ils se comportaient avec eux de façon hostile, en dehors des périodes où une telle hostilité était conforme aux directives du Parti (voir plus loin). Liou Chao-tchi dut les rappeler à l'ordre.

« Des personnalités représentatives des partis et groupements démocratiques et des démocrates sans parti assument d'importantes fonctions dans de nombreuses branches de notre appareil d'Etat. Dans l'appareil gouvernemental, les établissements d'enseignement, et dans l'armée, il y a encore un grand nombre de gens qui n'appartiennent pas à notre Parti. Il s'ensuit que les membres de notre Parti doivent établir de bonnes relations et travailler en coopération avec le personnel non communiste. Si nous sommes obligés de poser ce problème, c'est parce qu'il y a encore une partie de nos membres qui conservent un point de vue d'« exclusivité », qui ne veulent pas que les non-communistes participent au travail des organismes d'Etat, ou encore qui ne consultent pas les non-communistes et ne respectent pas l'autorité attachée à leur fonction. Cette manière de voir les choses est un genre de sectarisme. Les communistes, à n'importe quelle période, ne sont jamais qu'une petite fraction du peuple; aussi ont-ils à tout moment l'obligation de coopérer avec les non-communistes. Le Parti devra éduquer les communistes qui ne savent pas coopérer avec les non-communistes pour les conduire à se corriger rapidement de ce défaut; c'est, à l'heure actuelle, une des tâches importantes pour consolider le Front uni démocratique du peuple... »

cialiste, les éléments de la bourgeoisie nationale et de la couche supérieure de la petite bourgeoisie deviendront une fraction des travailleurs socialistes, les partis et groupements démocratiques deviendront des partis politiques de cette fraction de travailleurs. A cause des survivances de l'idéologie bourgeoise qui persisteront encore pendant très longtemps dans cette fraction de travailleurs, les partis et groupements démocratiques devront encore, pendant une longue période, garder le contact avec elle, la représenter et l'aider à se rééduquer. » (O.c., p. 55.)

On ne saurait trop insister sur ce dernier mot. Apparemment, les partis démocratiques donnent un moyen d'expression (si limité qu'il soit) aux catégories sociales autres que la classe ouvrière et la paysannerie. En réalité, ils ne les représentent pas : ils les encadrent, ils les empêchent de se réfugier dans la solitude et le silence, ils les forcent à prendre position en faveur du régime et ils les aident à se « rééduquer ».

Un éditorial du *Jen Min ji Pao* (Le Quotidien du Peuple) a défini ainsi leur rôle, le 29 août 1957 :

« ...La tâche historique des partis démocratiques pendant la période de la révolution socialiste est de conduire l'éducation socialiste parmi les couches sociales qu'ils représentent ou avec lesquelles ils sont en contact, afin de les pousser à entreprendre leur autoréforme et de les aider à l'achever. Mais ils ne doivent pas refléter les inclinations et les revendications bourgeoises de ces couches; en d'autres termes, ils ne doivent pas représenter ceux de leurs intérêts qui vont à l'encontre des lois du développement de l'histoire. Ils ne doivent représenter que ceux de leurs intérêts qui sont en accord avec ces lois... »

« Pour accomplir cette tâche ainsi que les sérieuses tâches politiques de l'heure, les partis démocratiques doivent avoir leur propre noyau directeur qui soit fort et solide sur ses positions socialistes et qui accepte réellement la direction du Parti communiste. Les faits prouvent que, dès qu'ils s'éloignent de la direction du P.C., les partis démocratiques perdent leur orientation, vont dans une direction opposée au socialisme, perdent la confiance du peuple et la possibilité d'une existence de longue durée. La ligne correcte et la seule issue pour tous les partis démocratiques est de se placer réellement sous la direction du P.C., de prendre appui sur la gauche, d'unir et d'éduquer les éléments du centre et de les guider vers la gauche, d'isoler et de partager les droitiers et de servir le socialisme... (Traduction P. Montader in *Saturne*, n° 16, décembre 1957, page 158.) »

Aucune indépendance n'est donc laissée aux partis démocratiques; s'ils s'écartaient de l'obéissance absolue au P.C., ils ne tarderaient pas à disparaître. Comme dit l'éditorialiste de *Jen Min ji Pao*, ils perdraient « la possibilité d'une expérience de longue durée ».

Si domestiqués qu'ils soient, ces partis suscitent encore l'hostilité d'un certain nombre de militants communistes, soit qu'ils veuillent

libérer certaines fonctions afin de s'y porter candidats, soit qu'ils se laissent aller à la haine et au mépris qu'on leur a toujours enseignés à l'égard de la bourgeoisie et de ses membres, sans comprendre les hautes raisons de tactique psychologique auxquelles obéissent les chefs du Parti.

Si Liou Chao-tchi avait parlé en septembre 1956 d'éduquer les communistes pour leur apprendre à coopérer courtoisement avec les non-communistes, ce fut en fait à la rééducation des membres des partis démocratiques que le Parti devait consacrer un vigoureux effort. La campagne des *Cent écoles* et des *Cent fleurs* les concernaient directement.

Ils furent invités, poussés, presque contraints sous menace de paraître dissimuler leur pensée, à proférer publiquement, oralement ou par écrit les critiques les plus vigoureuses contre le régime, soit contre son essence, soit contre sa pratique.

Une fois qu'ils se furent exécutés, on renversa le mouvement. Le Parti lança une grande campagne contre « les droitiers ». Les partis démocratiques furent alors épurés de ceux de leurs membres qui semblaient suspects au P.C.

Cependant, les partis eux-mêmes ne furent pas dissous. Tout au contraire : ils durent procéder eux-mêmes à leur épuration, découvrir dans leurs rangs les droitiers, les condamner et les exclure.

Le 16 mars 1958, dix mille membres des partis démocratiques tinrent un meeting en plein air et défilèrent dans les rues. Ils entendirent trois orateurs (*Kuo Mo-jo*, président de l'Académie chinoise des sciences, démocrate indépendant, *Li Tchi-chen*, président du Conseil révolutionnaire du Kuomintang, et *Huang Yen-pei*, président de l'Association démocratique pour la construction nationale) et ils adoptèrent une « *Charte d'autoréforme socialiste des partis démocratiques et démocrates indépendants* ».

...Le contenu de la Charte témoignerait, s'il en était besoin, de l'entière soumission des partis « indépendants » au Parti communiste chinois et de la perte de ce qui pouvait leur demeurer d'originalité. Elle comprend cinq points, cinq résolutions :

1° Réformer la position politique et prendre avec dévouement et fermeté le chemin du socialisme sous la direction du Parti communiste chinois.

2° Etre fidèle au système socialiste, exécuter loyalement la politique et les décrets de l'Etat et consacrer de tout cœur connaissances et efforts à la cause de la construction nationale.

3° Se mettre à l'école des ouvriers et des paysans par la pratique du travail, acquérir une conception correcte à l'égard du travail physique et développer activement l'idéologie et les sentiments de la population laborieuse.

4° Etudier consciencieusement le marxisme-léninisme, l'expérience avancée et la

technique soviétique. Appliquer à fond la ligne de « libre compétition des cent écoles et l'éclosion simultanée des cent fleurs ».

5° Accélérer l'autoréforme radicale afin de réunir des conditions propres à la coexistence durable et à la supervision mutuelle. Appliquer fermement la politique de front uni se mettant au service du socialisme.

Si ironie et despotisme n'étaient pas incompatibles, on penserait qu'ils se sont amusés à la manière de Caligula, les chefs communistes chinois, quand ils ont imposé aux

« dirigeants » des partis indépendants un texte où une référence au mot d'ordre des Cent écoles et des Cent fleurs accompagnait la promesse de renoncer à toute originalité intellectuelle et sociale, de devenir des communistes authentiques et, comme le disait l'éditorial du *Jen Min ji Pao* le 17, d'accélérer « le cours de leur transformation de bourgeois en prolétaires ».

Depuis lors, certains des « démocrates » alors épurés ont été réhabilités ou graciés. Il semble que d'autres aient disparu à jamais.

La Conférence Consultative Politique du Peuple Chinois

Parmi les organes administratifs du Comité central du P.C. chinois figure une section qui est spécialement chargée des affaires du Front uni. Elle est placée sous la direction d'un certain Li Wei-han. Son activité n'est pas connue, mais on devine ce qu'elle est.

La *Conférence Consultative Politique du Peuple Chinois* mène son action moins discrètement, car, en règle générale, elle siège en même temps que l'*Assemblée Populaire Nationale*, ou un peu avant elle, ce qui donne à ses sessions un peu plus de relief.

A la différence de l'*Assemblée Populaire Nationale*, elle n'est pas une institution consti-

tutionnelle. Elle n'est pas une seconde assemblée parlementaire plus ou moins analogue à nos sénats européens. Elle est, précise le *Guide de Chine* (éditions en langues étrangères, Pékin, 1958), « l'organisation du Front démocratique populaire uni », et son rôle est « d'unir toutes les nationalités, toutes les classes, tous les partis et groupements politiques, toutes les organisations de masse, les personnalités publiques éminentes sans parti en Chine et les Chinois résidant à l'étranger ».

C'est le 1^{er} mai 1948 que le Parti communiste lança un appel en vue de réunir une conférence de tous les partis — les partis

Le Secrétariat du P.C. chinois en 1963

Par suite d'une erreur de mise en page dont nous nous excusons auprès de l'auteur et de nos lecteurs, le tableau ci-dessous ne figurait pas, comme il se devait, dans l'article de M.C. : « LA NOUVELLE COMPOSITION DU SECRETARIAT DU P.C. CHINOIS », paru dans « Est & Ouest » n° 302, 16-30 juin 1963, pages 16 et 17. Nous prions nos lecteurs de vouloir bien s'y reporter.

MEMBRES TITULAIRES

— *Teng Siao-ping* : secrétaire général du Parti, membre titulaire du Politburo, membre du Comité permanent du Politburo, vice-président du Conseil des affaires d'Etat, vice-président du Conseil de la Défense nationale.

— *Peng Tchen* : membre titulaire du Politburo, premier secrétaire du Comité municipal de Pékin, vice-président et secrétaire général du Comité permanent de l'Assemblée Populaire Nationale, maire de Pékin, vice-président de la Conférence consultative politique du Peuple chinois.

— *Wang Kia-sang* : membre du Comité central, membre du Comité permanent de la Conférence consultative politique.

— *Tan Tchen-lin* : membre titulaire du Politburo depuis 1958, vice-président du Conseil des Affaires d'Etat.

— *Li Siue-feng* : membre du Comité central, directeur de la Direction des Affaires industrielles du Comité central, membre du Comité permanent de l'Assemblée Nationale Populaire.

— *Li Fou-tchouen* : membre titulaire du Politburo, vice-président du Conseil des Affaires d'Etat, président du Comité du Plan, entré au secrétariat en 1958.

— *Li Sien-nien* : membre titulaire du Politburo, vice-président du Conseil des Affaires d'Etat, ministre des

Finances, membre du Conseil de la Défense nationale, entré au secrétariat en 1958.

— *Loui Ting-yi* : membre du Comité central, membre suppléant du Bureau politique, directeur de l'Agit-prop, vice-président du Conseil des Affaires d'Etat.

— *Kang Cheng* : membre du Comité central, membre suppléant du Bureau politique, vice-président du Comité national de la Conférence consultative politique.

— *Louo Jui-king* : membre du Comité central, vice-président du Conseil des Affaires d'Etat, vice-ministre de la Défense nationale, membre du Conseil de la Défense nationale, chef d'Etat-major général de l'Armée de Libération.

MEMBRES SUPPLÉANTS

— *Lieou Lan-tao* : secrétaire adjoint de Contrôle du Comité central, membre du Comité permanent de l'Assemblée Populaire Nationale.

— *Yang Chang-kouen* * : membre du Comité central, membre du Comité permanent de la Conférence consultative politique.

— *Hou Kia-mou* * : membre du Comité central, membre du Comité permanent de l'Assemblée Populaire Nationale.

Les deux membres écartés du secrétariat remplissaient les fonctions suivantes :

— *Tan Tcheng* : vice-ministre de la Défense nationale, membre du Conseil de la Défense nationale, directeur de la Direction des Affaires politiques de l'Armée de Libération.

— *Houang Ke-tcheng* : membre du Comité permanent de l'Assemblée nationale, vice-ministre de la Défense nationale.

L'orthographe est celle du *Guide la Chine* (Pékin, 1958).

« réactionnaires » étant exclus — en vue d'étudier comment on pourrait former un gouvernement de coalition. Dans les mois qui suivirent, tous les groupements dans lesquels les communistes entretenaient des intelligences ou avaient créé des fractions envoyèrent des représentants dans la région « libérée ». Ainsi la Conférence Consultative Politique du Peuple Chinois put tenir sa première session plénière à Pékin en septembre 1949. Elle comprenait 510 délégués qui représentaient 45 groupements divers.

La conférence joua le rôle d'une constituante (en apparence tout au moins, car la réalité du pouvoir était entre les mains du Parti communiste). Elle proclama la république, élut le premier gouvernement, adopta un programme commun qui était une espèce de constituante provisoire. Après quoi, pendant cinq ans, jusqu'à la proclamation de la nouvelle constitution en septembre 1954, son Comité national, dont Mao Tsé-toung était le président et Tchou En-lai, Li Tsi-chen, Chen Kiun-jou, Kuo Mo-jo et Tchen Chou-toung les vice-présidents, remplit les fonctions de l'Assemblée Populaire Nationale.

Celle-ci mise en place, la C.C.P.P.C. ne disparut pas pour autant. Le préambule de la constitution déclarait en effet que le « front démocratique populaire uni continuerait à jouer le rôle de mobiliser et de rassembler tout le peuple dans la lutte pour l'accomplissement de la tâche fondamentale de l'Etat dans la lutte dans la période de transition et contre les ennemis intérieurs et extérieurs ». Un nouveau Comité National de la C.C.P.P.C. fut alors désigné avec Mao Tsé-toung comme président d'honneur et Tchou En-lai comme président effectif. Ce second Comité National de la C.C.P.P.C. est toujours en fonction.

LE SECOND COMITE NATIONAL DE LA C.C.P.P.C.

Président d'honneur : Mao Tsé-toung.

Président : Tchou En-lai.

Vice-Présidents : Soong Ching-ling, Tong Pi-wou, Li Tsi-chen, Kuo Mo-jo, Peng Tchen, Chen Kiun-jou, Houang Yen-pei, Ho Hsiang-ning, Li Wei-han, Li Se-kouang, Tchen Chou-tong, Tan Kah-kee, Li Pantchen, Erdeni Chujijatsan, Biirhan.

Secrétaire général : Hsing Si-ping.

D'après le rapport que son vice-président Tchen Chou-tong un vieil homme inisgnifiant, présenta à la session de 1962, le Comité national avait tenu 390 réunions de toute nature en 1960-1961. La C.C.P.P.C. disposait de 1.086 sections locales, pas toutes très actives, quelques-unes moribondes. Ses organes les plus caractéristiques sont les « écoles politiques » sur lesquelles les données numériques varient. D'après le rapport de Tchen Chou-tong, elles seraient au nombre de 430 et 140.000 personnes y auraient suivi des cours en 1961. D'après d'autres données

(*Kuang Ming Daily*, 24 octobre 1961), il y aurait 25 grandes écoles d'études politiques relevant directement du gouvernement central, des provinces et des deux municipalités de Pékin et de Changhaï, 346 écoles locales comptant 150.000 élèves (contre 75.000 en 1960), et des écoles du soir dont 230.000 personnes suivaient les cours (cinq fois plus qu'en 1960). On notait que, pour la moitié environ, les élèves étaient des ingénieurs, des enseignants et des médecins.

Autres données, du *Quotidien du Peuple* (22 mars 1962) : il y aurait eu, en décembre 1961, 571 écoles régulières, grandes et petites, avec 150.000 élèves, plus 300.000 élèves dans les écoles du soir.

En réalité, comme c'est le cas pour les « écoles de cellule » ou « de section » dans les partis communistes, beaucoup de ces écoles ne sont pas des institutions permanentes. D'où, sans doute, la variation des données fournies.

Les écoles ne sont pas les seuls moyens pour promouvoir la réforme intellectuelle des membres des classes bourgeoises. Les responsables locaux de la C.C.P.P.C. organisent la visite des familles, comme sous le nom de « conversation cordiale », ce qui sert à vérifier ce que chacun pense lorsqu'il est de retour chez lui. On organise aussi des soirées récréatives (en même temps qu'éducatives), des réunions professionnelles (près de cent en 1961), d'écrivains, d'enseignants, de médecins, etc.

Ces réunions ont pour objet d'inculquer la doctrine communiste aux assistants, de leur faire approuver les décisions du P.C., de leur « apprendre à ne pas perdre courage, mais à avoir confiance face aux actuelles difficultés économiques », comme on lisait dans le *Kuang Ming Daily* du 18 février 1962 à propos d'une réunion qui venait de réunir à Changhaï les sections de la C.C.P.P.C. pour la Chine de l'Est (six régions) et le Hopeï.

En janvier 1953, les organes centraux des partis démocratiques tinrent des réunions dont les thèmes principaux n'étaient pas, comme d'habitude, la réalisation de tâches économiques et culturelles, mais, selon les recommandations de la réunion de la C.C.P.P.C. des 1-5 décembre 1962, l'endoctrinement international de leurs membres en fait de patriotisme, d'internationalisme et de socialisme, et l'étude du communiqué publié à la suite de la réunion du Comité central du P.C. de septembre 1962. Il s'agissait de faire la clarté (?) dans les esprits sur la lutte contre le révisionnisme et le conflit entre les communistes chinois et les dirigeants du P.C. soviétique (4).

(Suite au verso, première colonne.)

(4) Les données de cette étude sur la C.C.P.P.C. qui ne viennent pas du *Guide de Chine* sont empruntées à *China News analysis*, 22 mars 1963, « *The Middle Classe - The C.P.P.C.C.* ».

Explications d'une diabolique persévérance

Il est de notoriété publique que la crise agricole en U.R.S.S. et dans les autres pays d'outre-rideau va s'aggravant. L'échec de tous les remèdes jusqu'ici appliqués est avoué par les responsables eux-mêmes. Ces remèdes ne pouvaient d'ailleurs se solder que par des mécomptes puisqu'ils ne s'attaquaient pas à la racine du mal, mais à des épiphénomènes. La racine de la stagnation — dans certains domaines il s'agit même d'une régression — est le fait des exploitations collectives, qu'il s'agisse des sovkhozes ou des kolkhozes.

Le travail des champs et les soins à prodiguer aux animaux ne s'accommodent pas d'une organisation bureaucratique, ennemie de toute initiative. On a bien essayé, depuis la mort de Staline, de stimuler l'intérêt personnel en apportant aux serfs des kolkhozes certains avantages matériels qui eussent été inconcevables du temps de Staline. Mais on n'a pas, pour autant, laissé libre cours à leur initiative personnelle, d'où l'inefficacité de toutes les réformes. Enfin, depuis la fin de 1962, on a renversé une fois de plus la vapeur en resserrant le corset bureaucratique à un degré qui ferait pâlir Staline de jalousie.

Ceux qui décrètent ces mesures ne sont ni des imbéciles ni des fous. Sans avoir l'envergure exceptionnelle de ceux qui entouraient Lénine et Trotski et que Staline fit assassiner par la suite, ils ont assez de bon sens pour se rendre compte de l'insuffisance et de l'inefficacité des remèdes qu'ils appliquent. Leur

(SUITE DE LA PAGE 15)

On voit qu'elle est le rôle de la C.C.P.P.C. : il s'agit à la fois d'accorder, de contrôler, d'animer l'action des partis démocratiques. Quant à ceux-ci, ils ont avant tout pour mission d'encadrer la bourgeoisie et les intellectuels dans le double dessein de les empêcher de vivre en marge, de les mettre, eux et leur compétence au service du régime (notamment en matière technique) et de remodeler leurs façons de pensée.

A ces missions intérieures qui sont les plus importantes s'ajoute celle de tromper le monde extérieur sur la réalité politique chinoise. Dans son rapport cité plus haut, Tchen Chou-tong a déclaré que la C.C.P.P.C. reçoit « beaucoup d'amis internationaux », qu'elle a des entretiens amicaux avec eux au cours desquels on procède à des échanges d'expérience de travail.

Les « amis internationaux » ne se doutent pas, le plus souvent, des sentiments angoissés qui sont ceux de leurs interlocuteurs des partis démocratiques, qui vivent dans la peur de se laisser aller devant leurs interlocuteurs étranger à des propos dont ils devraient rendre compte au Parti communiste.

fidélité au dogme stalinien de la collectivisation forcée de l'agriculture ne saurait être une explication valable de leur diabolique persévérance dans une voie sans issue. Ils ont déjà fait table rase de pas mal de dogmes staliniens, et leurs fichiers leur permettent — leurs démêlés avec les Chinois le prouvent — de solliciter d'innombrables textes susceptibles de justifier n'importe quelle volte-face à tout moment voulu.

Il est donc permis de dire que leur diabolique persévérance dans une erreur coûteuse et périlleuse a des motifs autrement sérieux que la fidélité à une idéologie qu'ils ont plus d'une fois traitée avec le plus parfait mépris. Deux études récentes apportent à ce sujet des éclaircissements et des explications que nous croyons devoir faire connaître à nos lecteurs.

L'ÉCONOMIE DE GUERRE

Dans un recueil publié l'an dernier à Munich par les soins de l'Institut pour l'exploration de l'U.R.S.S. (1), nous trouvons une étude due à la plume de M. Nikolaï Galay et intitulée : *Aspects militaires de la réorganisation agricole en U.R.S.S.*

Au centre du raisonnement de l'auteur, on trouve cette thèse que le gouvernement soviétique ne se préoccupe pas tant d'avoir une production agricole IMPORTANTE que de demeurer toujours MAÎTRE de la production agricole. « Et si ces deux impératifs — la production et le ramassage — entrent en conflit, c'est toujours le second qui aura la priorité. »

L'U.R.S.S. vit sur le pied de guerre et l'économie soviétique est une économie de guerre. Point n'est besoin d'en déduire que les hommes du Kremlin veulent la guerre nucléaire. Leur formidable potentiel militaire est pour eux en premier lieu un moyen de chantage, mais il est naturel qu'ils se préoccupent des conséquences dernières auxquelles ce chantage pourrait, éventuellement, aboutir. Sans compter qu'il y a, entre la guerre froide d'aujourd'hui et une éventuelle guerre « chaude » non nucléaire, des degrés de transition pouvant aller depuis de simples chicanes commerciales jusqu'à l'embargo partiel et au blocus hermétique.

Aussi le gouvernement soviétique est-il obligé d'envisager la possibilité d'un isolement complet, ce qui implique une autarcie absolue, bien plus étanche que celle dans laquelle vit présentement le bloc soviétique.

C'est en envisageant le problème sous l'angle militaire que M. Nikolaï Galay explique l'utilité de la mise en culture des terres vierges depuis 1954, que les experts agricoles avaient pourtant déconseillée : en plus des deux grands centres de la pro-

(1) *Studies on the Soviet Union*, nouvelle série, vol. II, n° 1, numéro spécial consacré à l'agriculture.

duction céréalière — Volga et Ukraine — l'U.R.S.S. en possède à présent un troisième, loin des frontières, hors d'atteinte en cas d'invasion, nécessitant moins de main-d'œuvre (ce dont profitera le recrutement) et donnant de ce fait même des excédents plus considérables à l'Etat. Celui-ci peut ainsi stocker ce qu'il lui faut, à savoir des réserves de grains pour un an. « En 1961, écrit M. Galay, les achats de grain s'élevaient à 52 millions de tonnes, minimum nécessaire pour subsister jusqu'à la récolte suivante. » Ce chiffre paraît cependant insuffisant si l'on tient compte des besoins des satellites. M. Galay ne croit pas, et il a sans aucun doute raison, que le nouveau système renforçant toutes les contraintes bureaucratiques puisse augmenter la productivité de l'agriculture soviétique, « mais il accroîtra assurément la masse de céréales extorquée aux paysans ».

L'auteur produit par ailleurs quelques chiffres d'un incontestable intérêt quant à la comparaison des ressources pendant les deux guerres mondiales. Il rappelle fort opportunément qu'en plus de l'aide militaire des Alliés occidentaux, l'U.R.S.S. a reçu des Etats-Unis 4,4 millions de denrées alimentaires, non point du blé, mais des denrées riches en calories. M. Galay estime que 50 à 60 % de la consommation totale des armées soviétiques ont été fournis par les Etats-Unis : « Sans cette aide, les forces soviétiques, en proie à la faim, n'auraient pu continuer la guerre. »

En étudiant les chiffres produits par Vozniesenski (2) dans son livre sur *l'Economie soviétique pendant la guerre*, M. Galay constate que pendant l'autre guerre, l'armée russe a consommé 4 millions de viande et de matières grasses, presque autant que l'U.R.S.S. a reçu, au titre du « prêt-bail », pour son armée dépassant de 50 % celle d'alors. Pendant l'autre guerre, le soldat russe touchait 100 grammes de matières grasses ; il n'en touchait que 35 grammes au cours de la dernière. Le soldat tsariste touchait un kilo de pain par jour, le soldat soviétique 800 grammes (900 en hiver). La ration de viande du soldat était de 300 grammes pendant l'autre guerre ; pendant la dernière, elle s'élevait à 150 grammes (plus 80 grammes de poisson).

Cette fois-ci, en cas de forte tension internationale, se trouvant isolée et soumise à un blocus, l'U.R.S.S. ne pourrait évidemment pas compter sur un nouvel accord « prêt-bail ». Elle aurait au contraire à venir en aide à ses satellites, non point pour des considérations humanitaires, mais parce qu'elle aurait tout intérêt à y prévenir des émeutes suscitées par la faim. La situation deviendrait alors intenable. Dans ces conditions, la mainmise implacable de l'Etat soviétique sur l'agriculture s'impose de toute évidence. Il s'agit moins d'augmenter la production globale que de prélever sur une production stagnante (ou sur une production qui s'accroît plus lentement que la population) des quantités croissantes pour les besoins d'un Etat décidé à poursuivre la guerre froide par tous les moyens en allant éventuellement jusqu'aux dernières extrémités de la guerre économique. La guerre économique — c'est Francis Delaisi qui l'écrivait il y a trente-cinq ans — « conduit à l'autre ». C'était vrai alors. Ce n'est plus une vérité absolue à l'époque atomique.

(2) Le ministre, rapporteur du premier P.Q. d'après-guerre, que Staline fit assassiner en 1949.

PRODUCTION TOTALE ET PRODUCTION MARCHANDE

Le journal russe de Paris, *La Pensée russe*, dans ses numéros des 21, 23 et 25 mai dernier, publiait un chapitre d'un livre russe qui doit sortir prochainement des presses sous le titre *Le Droit de servage étatique*. Dans ce chapitre, l'auteur, M. T.K Tchougounov, tout en partant du même paradoxe que M. Galay, l'envisage cependant sous un autre angle. Alors que le raisonnement de M. Galay est axé sur les besoins militaires, celui de M. Tchougounov repose essentiellement sur l'exploitation des paysans russes par l'Etat. Le seul titre de son ouvrage l'indique suffisamment.

M. Tchougounov part, lui aussi, de cette question :

« Pourquoi le gouvernement soviétique maintient-il par la terreur le système kolkhozien bien que celui-ci ait démontré depuis trente ans sa basse productivité et son inefficacité économique ? »

Et il répond :

« Sous le système étatique, kolkhozo-sovkhozien, de l'agriculture, le gouvernement a la possibilité de prendre aux paysans plus de produits que dans une agriculture individuelle, même si le rendement est en baisse. » [C'est nous qui soulignons. — L.L.]

S'appuyant sur l'expérience faite du temps du communisme de guerre et de la N.E.P., lorsque la résistance paysanne mettait le gouvernement en difficultés, le Kremlin a fini par estimer que le système kolkhozien, bien que comportant des récoltes inférieures et une basse productivité de l'élevage, était plus avantageux que l'agriculture individuelle. D'une part, ce système lui permet d'agrandir la « masse marchande » dans la production agricole totale ; d'autre part, il réduit la résistance que les ruraux peuvent opposer à la pression de l'Etat.

L'auteur illustre ses affirmations par des chiffres puisés aux sources soviétiques. Nous en reproduisons ci-dessous quelques-uns.

En 1927 — à la fin de la N.E.P., lorsque les paysans étaient encore libres (économiquement parlant, la liberté politique n'existant plus pour personne) la masse céréalière commercialisée n'atteignait que 165 millions de pouds, soit 27 millions de tonnes. Après la collectivisation forcée et jusqu'à 1940, cette partie de la récolte fut de 2,2 milliards de pouds ; elle en atteint 3,2 milliards en 1961 et 3,5 milliards en 1962. On observe une évolution identique pour tous les autres produits agricoles ; le tableau ci-dessous met en relief quelques chiffres particulièrement impressionnants :

	Achat de l'Etat		Augmentation
	1927	1961	
Céréales	165	3.200	21 fois
Pommes de terre.....	180	4.200	23 fois
Viande	144	438	3 fois
Lait	258	1.700	7 fois

Le système agraire de la collectivisation forcée a donc été d'un excellent rendement, du moins quant à la commercialisation d'une fraction croissante de la production agricole. L'Etat tenait surtout à augmenter la « masse marchande » dont il pouvait disposer directement et à discrétion — dussent la production et la productivité en pâtir !

L'ÉTAT SOVIÉTIQUE, EXPLOITEUR UNIVERSEL

Jusqu'ici, la thèse de M. Tchougounov épouse assez étroitement celle de M. Galay, à cette différence près que celui-ci n'envisage le problème que sous l'angle militaire, tandis que celui-là insiste sur la nécessité générale, pour l'Etat, de disposer dans tous les cas et à toutes fins utiles d'une importante masse de manœuvre de denrées alimentaires.

Mais M. Tchougounov, se mouvant dans un cadre moins limité que M. Galay, souligne un autre aspect encore de la même question. Il met en relief les immenses bénéfices que tire l'Etat soviétique de la collectivisation forcée de l'agriculture. En se livrant à une étude serrée des prix payés par l'Etat à ses serfs kolkhoziens et réclamés par ce même Etat aux consommateurs, il tente de chiffrer les profits qui en découlent. En se fondant sur les chiffres de 1962, M. Tchougounov nous fournit des données impressionnantes que nous résumons ci-dessous :

	Quantités accaparees par l'Etat	Bénéfice de l'Etat (en milliards de roubles)
Céréales ...	3,5 milliards de pouds	16
Viande	5,2 millions de tonnes	10,4
Lait	29 millions de tonnes	6

Ainsi, de ces trois seuls produits, l'Etat tire un bénéfice de 32 milliards de roubles. Mais il y a encore la betterave, la pomme de terre, les légumes, la laine, le coton, les œufs, etc.

Malgré les allègements que les successeurs de Staline ont apportés aux paysans depuis la mort du despote, la situation est aujourd'hui caractérisée par

ROGER DEGOIS

IL n'appartenait pas à la rédaction de notre revue. Mais il avait participé activement aux premières années de notre travail, quand il s'agissait de faire connaître ce qui était alors le B.E.I.P.I. Il a fait de nombreuses visites dans des milieux très divers, exposant à ses interlocuteurs les raisons qui nous incitaient à le rédiger et l'esprit dans lequel nous désirions le faire. Dans l'accomplissement de cette tâche, il avait manifesté ses habituelles qualités de tact et d'intelligence et sa connaissance avisée et souriante des hommes.

Bien que ses activités professionnelles lui aient interdit, depuis, de nous donner son temps, il n'avait pas cessé de suivre notre travail, et sa curiosité d'esprit, toujours aussi vive, le poussait à s'intéresser sérieusement à ces problèmes, qui conditionnent notre avenir.

Il meurt prématurément à 50 ans, laissant des regrets chez tous ceux qui l'ont connu et aimé, qui ont apprécié les qualités profondes de son cœur, et qui ne peuvent croire encore à la disparition d'un être si attachant, qui était la vie même. A sa famille et spécialement à sa femme, l'équipe d'Est & Ouest, où il ne comptait que des amis, adresse ses condoléances douloureuses et affectueuses.

G. A.

les données que voici : entre le moment où l'Etat achète les produits aux paysans et celui où il les revend aux consommateurs (dont les paysans font eux aussi partie), les prix augmentent :

- 12 fois pour le seigle ;
- 13 fois pour le blé ;
- 6 fois pour la viande.

M. Tchougounov essaie de calculer la somme globale que l'Etat extorque à ses serfs. De 1958 à 1961, l'Etat soviétique a payé, en moyenne, 13,5 milliards de roubles par an aux kolkhozes pour les produits qu'il a achetés. Il a revendu ces produits dix fois plus cher en moyenne, soit 135 milliards de roubles. Pour obtenir le bénéfice net, il faut tout d'abord défalquer les 13,5 milliards constituant le prix d'achat ; il faut ensuite défalquer la même somme pour tenir compte des dépenses commerciales de l'Etat : transport, transformation, finition, stockage. Pour être plus sûr, M. Tchougounov soustrait des 135 milliards qui représentent le prix de vente, le triple de la somme payée aux kolkhozes : soit 40 milliards de roubles (3 × 13,5). En soustrayant ces 40 milliards des 135 milliards encaissés par l'Etat-vendeur, on obtient un bénéfice net de 95 milliards de roubles.

Ce bénéfice net couvre au-delà des dépenses budgétaires totales de l'U.R.S.S. (86,2 milliards en 1963, 80,4 milliards en 1962, 77,5 milliards en 1961). En d'autres termes : l'exploitation des paysans et de l'ensemble des consommateurs finance tout, les dépenses militaires exorbitantes aussi bien que les déficits astronomiques de toutes les autres branches de l'économie soviétique !...

La thèse de M. Tchougounov rejoint ici celle de M. Galay. Le système kolkhozien, si désastreux que soient ses effets sur le ravitaillement de la population et sur la situation matérielle et morale des kolkhoziens, doit donc être maintenu à tout prix puisqu'il est la pierre angulaire de l'économie de guerre froide de l'U.R.S.S., tant sous l'angle des stocks à constituer et à maintenir que sous celui du financement d'une économie universellement déficitaire, comme l'est toute économie de guerre.

Le monopole de la production agricole est ainsi pour le gouvernement soviétique l'unique source de revenus. On sait, en effet, que les impôts directs comptent à peine dans les rentrées budgétaires, dont les deux principaux chapitres sont l'impôt sur le chiffre d'affaires et le prélèvement sur les bénéfices, totalisant à eux deux près de 70 % des recettes totales. Ces deux chapitres représentent des prélèvements opérés par l'Etat monopoleur sur les producteurs et sur les consommateurs. Et les chefs de cet Etat ont le front de faire figurer ces prélèvements sous la dénomination : « Revenus de l'économie socialiste » !

Cette politique a donné jusqu'ici d'excellents résultats pour l'Etat investi de toutes les prérogatives des anciens seigneurs féodaux. Mais qu'arrivera-t-il si la production agricole continue de décliner, ou simplement de stagner, en face de l'expansion démographique ? Le moment approchera évidemment où la « masse marchande » prélevée sur une production insuffisante ne pourra plus être accrue. Et toutes les mesures prises jusqu'ici ne nous paraissent pas être de nature à stimuler la production.

Lucien LAURAT.

Le double vol spatial des soviétiques

Aucun rendez-vous

Les techniciens soviétiques de l'espace viennent de procéder à un double vol spatial, qui est une réussite à plusieurs titres. La sûreté des lancements est incontestable; certes l'U.R.S.S. n'annonce rien à l'avance; mais les bruits au sujet de ces lancements se précisaient depuis quelques temps et une revue américaine a publié depuis près de deux mois qu'un des prochains cosmonautes serait une femme. Un échec aurait donc pu être connu, d'autant plus que les lancements sont maintenant repérés. Cependant on a pu se demander si les écarts entre les deux orbites, beaucoup plus accusés qu'au double vol précédent d'août 1962, n'étaient pas dus à une erreur, celle-ci s'aggravant à chaque révolution.

Le grand succès de ce double vol est certainement sa durée, qui dépasse toutes celles atteintes jusqu'à présent par les Soviétiques comme par les Américains. Une fois qu'un satellite, avec ou sans passager, est sur orbite, il peut sans doute continuer fort longtemps, du moins jusqu'au moment où il aura été ramené insensiblement aux lisières de l'atmosphère provoquant un échauffement. Mais le vol même des passagers comporte un élément d'endurance et d'entraînement qui doit être hautement apprécié. Et, dans ce domaine, les Soviétiques semblent être parvenus à des résultats remarquables. On peut même se demander si le but réel de ce double vol n'est pas précisément d'éprouver le degré d'endurance des cosmonautes, homme et femme, et d'étudier surtout leur comportement en milieu d'apesanteur, en état de semi-immobilité et en absorbant une nourriture particulière.

Enfin, le vol soviétique n'a pas manqué de gagner en attrait du fait que, pour la première fois, un représentant du sexe faible s'est vu ouvrir les portes de l'espace, bien que précédé par un astronaute masculin.

Toutefois, il faut également admettre, certaines avancées étant inscrites au crédit des Soviétiques, qu'il n'y a pas eu à proprement parler une progression dans la marche vers l'espace (voir *Est & Ouest* n° 299 du 1-15 mai 1963, l'étude concluant à une certaine stagnation de la part des Soviétiques). En effet, mettre sur la route une seconde et même automobile n'augmente en rien les performances d'une première voiture partie plus tôt. C'est une doublure pure et simple. On a discuté de la valeur des termes de vols jumelés, couplés ou simultanés. Il apparaît qu'aucun de ces qualificatifs n'est rigoureusement exact. Les experts récusent le premier puisque

les orbites se sont croisées avec un écart allant grandissant. L'adjectif couplé peut être repoussé pour la même raison, les atterrissages ayant eu lieu d'ailleurs à plus de 900 km de distance l'un de l'autre. Enfin simultanément n'est encore que partiellement exact, bien que cela n'ait qu'une importance restreinte, puisque les vols ont commencé et se sont terminés à des moments différents.

Mais une erreur ou confusion plus grave paraît avoir été commise, qui prouve de surcroît qu'il n'y a pas eu réellement un avancement en quoi que ce soit dans la technique des lancements spatiaux. Il s'agit de la référence faite aux « rendez-vous ». La technique en question a été préconisée et étudiée par les Américains; le terme a été choisi par eux. Pour le différencier du français ou l'on ne sait pas trop pourquoi, les Américains en suppriment le trait d'union. Ainsi « rendezvous » n'est aucunement la rencontre de deux cosmonautes dans l'espace comme on serait tenté de le croire, en vue de naviguer de conserve, ce qui est pratiquement impossible du fait du moindre écart dans le lancement — comme cela s'est produit — et tant que les passagers ne peuvent pas réellement gouverner leur cabine — pourquoi dire « capsule » comme les Américains, ce qui est inexact en français, tandis que le terme « cabine » utilisé par les Russes est juste?

Quoi qu'il en soit, le « rendezvous » consiste non pas à juxtaposer deux cabines, mais bien à procéder à un assemblage dans l'espace de deux ou plusieurs éléments qui devront constituer un tout, vaisseau spatial ou cosmonef. La chose aurait une importance considérable. En effet, dans l'état actuel de la technique, le lancement d'une cabine d'environ 2 tonnes et plus lorsque celle-ci est équipée d'une fusée de navigation, est maintenant acquis; la fusée de lancement est même moins importante qu'une fusée de classe intercontinentale. Pour envoyer deux hommes dans la même cabine, l'importance de la fusée croît géométriquement, environ 55 m de hauteur, près de 7 m de diamètre à la base. Pour envoyer un engin spatial contenant deux ou trois hommes dans la lune avec tout ce qu'il faudra pour y subsister et en revenir, la fusée (Saturne III) dépassera 105 m de hauteur et 10 m de diamètre. On arrivera pour ainsi dire à des monstruosités offrant d'énormes difficultés de réalisation. Celles-ci se trouveraient résolues par des lancements en « rendezvous » d'éléments qui se joindraient au-dessus de l'atmosphère grâce à des procédés à l'infrarouge, qui permettent de diriger automatiquement un engin sur un autre, à condition que ce dernier

(Suite au verso, bas de page.)

Reprise de la guérilla kurde et épurations anticommunistes en Irak

MOINS de quatre mois après s'être emparé du pouvoir en Irak, le maréchal Aref et ses compagnons se voient confrontés avec les mêmes problèmes et les mêmes difficultés qu'a connus le général Kassem et qui ont contribué si largement à sa perte.

A Bagdad, ainsi qu'on pouvait le prévoir et que nous le laissons entendre (1), les membres du parti Baath et les partisans du colonel Nasser se sont disputés avec acharnement la direction des affaires. Là comme ailleurs, dans ce qu'on affirme être la R.A.U. « élargie », la politique de « l'unité arabe » demeure un mythe et si, pour l'instant, les « baasistes » irakiens ont réussi à éliminer du gouvernement les « nassériens », sous prétexte d'un complot, tout porte à croire que les agents du Raïs ne resteront pas inactifs dans les prochains mois. L'opposition est, en outre, renforcée, aussi bien par d'importantes masses de travailleurs, de paysans et d'ouvriers qui n'ont vu apporter à leur condition sociale aucune amélioration, que par les communistes et autres progressistes pourchassés par la police du nouveau régime. Des maquis ont été créés dans le centre et le sud du pays.

Enfin, après quatre mois de trêve — une trêve toute relative d'ailleurs — les combats ont repris dans les provinces septentrionales de l'Irak, dans cette région dont la très forte majorité de la population est d'origine kurde. Aucun terrain d'entente n'ayant été trouvé entre Bagdad et Mustapha Barzani, chef des

(1) Voir, à ce propos, *Est & Ouest*, n° 298 (16-30 avril 1963) : « Les Kurdes et l'action communiste au Proche-Orient ».

guérillas kurdes, le gouvernement irakien a décidé de déclencher une grande offensive pour réduire « l'insurrection kurde ». La tête de Barzani a été mise à prix et les bombardements aériens des villages kurdes ont recommencé. En reprenant cette méthode favorite autant qu'inefficace de Kassem, les dirigeants actuels de Bagdad ont tenu à annoncer que d'ici quelques semaines la rébellion serait définitivement écrasée.

Nul ne peut prévoir aujourd'hui l'issue de ce conflit, mais il est à craindre que, si l'armée révolutionnaire du Kurdistan n'est pas anéantie et dispersée d'ici peu de temps, le maréchal Aref et ses adjoints risquent fort d'être emportés plus rapidement encore que ne le fut le général Kassem. La conjugaison des diverses forces d'opposition peut, en effet, balayer le nouveau régime qui ne dispose d'aucune assise populaire sérieuse. Les Chiites ne menacent-ils pas à leur tour de créer une « Fédération autonome » dans le sud de l'Irak ? Le gouvernement de Bagdad paraît conscient de ce danger puisqu'il semble qu'il ait demandé l'appui des autorités d'Ankara et de Téhéran pour l'aider à détruire les guérillas kurdes dont on décèle déjà les activités au-delà des frontières irakiennes, notamment dans le sud-est de la Turquie et dans le nord de l'Iran. Le maréchal Aref peut encore compter sur le soutien de la Syrie — là aussi les « baasistes » ont éliminé les « nassériens » du gouvernement de Damas — où l'on compte environ 300.000 à 400.000 indigènes d'origine kurde. Par contre, pour des raisons faciles à comprendre, le colonel Nasser ne souhaite guère, pour l'instant, venir en aide aux « frères irakiens ». Désireux de prendre sa revan-

(SUITE DE LA PAGE 19)

possède une source de chaleur. Ces éléments s'emboîteront les uns dans les autres. Et, une fois réunis, l'ensemble devra pouvoir être guidé ou même être manœuvrable.

Tel est donc le « rendezvous » et telle est la voie à suivre pour pénétrer le cosmos. Cela demandera des années. Le double lancement soviétique, tout exploité qu'il soit, n'en marque pas une première étape.

J. P.

DERNIERS LANCEMENTS

Pays et dates	Engins	Cosmonautes	Apogée/périgée	Révolutions	Durée	Distance
U.R.S.S., 12.8.62	Vostok III	Cdt Nikolaïev	214/170 km	64	94 h 25 m	2,6 millions de km
U.R.S.S., 13.8.62	Vostok IV	L. Cl. Popovitch	224/173 km	48	70 h 50 m	2 millions de km
U.S.A., 3.10.62..	Faith 7	Cdt Cooper	267/160 km	22	34 h 29 m	0,9 million de km
U.R.S.S., 14.6.63	Vostok V	L. Cl. Bykosky	235/181 km	81	110 h	3,3 millions de km
U.R.S.S., 16.6.63	Vostok VI	Valentina Terechkova	orbite un peu plus haute que la précédente	48	71 h	2 millions de km

che sur les « baasistes » de Bagdad et de Damas, le Raïs a envoyé à Moscou et à Pékin son premier ministre, Aly Sabry, puis son bras droit, le maréchal Ahmer, qui a eu de longs entretiens avec Khrouchtchev. Si l'on ajoute à ces faits l'inquiétude suscitée en Occident par la reprise des hostilités dans le nord de l'Irak, on comprendra pourquoi la « question kurde » va probablement dominer dans les prochains mois l'évolution de la situation politique au Proche-Orient.

**

A plusieurs reprises, nous avons signalé combien les dirigeants soviétiques s'intéressaient à la « question kurde » (2). Non seulement Mustapha Barzani est un ancien général de l'Armée rouge qui a passé plus de onze ans en exil en U.R.S.S. et qui n'a pas hésité à former, après son retour à Bagdad en 1958, un « Front uni » avec les communistes irakiens, mais son organisation politique, le « Parti démocratique kurde », est structurée comme un véritable parti communiste dont le Comité central compte d'authentiques agents soviétiques. Toutefois, tant que Kassem était au pouvoir, le Kremlin pratiquait dans « l'affaire kurde » une politique sinieuse. Espérant toujours transformer l'Irak en un second Cuba, l'U.R.S.S. ménageait le Zaïm et préconisait, tout comme le P.C. irakien, une solution de négociation qui aurait amené Bagdad à reconnaître l'autonomie kurde prévue d'ailleurs dans la constitution irakienne.

A présent que Kassem a disparu, les dirigeants soviétiques n'ont plus aucune raison de dissimuler leur jeu. Aussi, viennent-ils d'affirmer à diverses reprises leur soutien total aux guérillas kurdes de Barzani. La *Pravda* et les *Izvestia* ont publié ces derniers temps plusieurs articles qui ne laissent aucun doute sur les ambitions des communistes dans le « problème kurde ». Alors qu'il se trouvait au Caire, l'un des lieutenants de Barzani, Djalil Talabani, membre du Comité central du P.D.K., a accordé une longue interview au correspondant des *Izvestia* (12-6-1963) dans laquelle il rappela que l'un des mots d'ordre de son Parti était le suivant : « Lutte avec tous les peuples voisins, avec toutes les forces progressistes du monde entier contre l'impérialisme et le colonialisme. » Cette terminologie, qui porte quelque peu la griffe communiste, on la retrouve dans d'autres expressions utilisées par Djalil Talabani. Celui-ci ne parle, en effet, que d'« unités de partisans », de « force démocratique populaire », de « révolution », etc.

Quelques jours plus tard, alors que les combats venaient de reprendre dans le nord de l'Irak, l'agence Tass publiait une longue « déclaration » affirmant notamment :

(2) Voir sur la « question kurde », *Est & Ouest*, n° 287 (1^{er}-15 novembre 1962), Nicolas Lang : « Le problème kurde et les communistes irakiens » ; n° 290 (16-31 décembre 1962) : « L'U.R.S.S. et la question kurde » ; n° 301 (1^{er}-15 juin 1963) : « L'U.R.S.S. prend parti officiellement pour les Kurdes ».

« L'U.R.S.S. ne peut pas ne pas s'intéresser à ce qui se passe aujourd'hui en Irak, car la politique actuelle du gouvernement irakien à l'égard des Kurdes contribue à ébranler au Proche-Orient les assises de la paix, assises qui ne sont déjà pas tellement solides. » Après avoir parlé de « génocide » et d'actions contraires à la charte des Nations Unies, l'agence Tass précise : « Pour justifier ces crimes et induire en erreur l'opinion mondiale, on affirme à Bagdad que les Kurdes mettent en danger l'intégrité de l'Etat irakien et ont des visées séparatistes. Ceux qui veulent empêcher l'Irak de se développer dans des conditions d'indépendance réelle et de liberté nationale ont recours à de telles inventions pour mieux masquer leur politique réactionnaire et antinationale. »

Et la « déclaration » se terminait par ces mots : « Les Soviétiques ont une amitié et une sympathie profondes à l'égard des peuples de l'Irak et expriment leur plein appui à la juste lutte que mène en Irak le peuple kurde pour obtenir le respect de ses droits nationaux. »

Ce texte, ainsi que ceux publiés auparavant dans la *Pravda* et les *Izvestia*, montre bien que l'U.R.S.S. accorde un soutien total aux guérillas de Barzani. Ce n'est pas pour rien que ce dernier a assisté, en novembre 1960, à la réunion des quatre-vingt-un partis communistes tenue à Moscou.

**

Le « plein appui » accordé par Moscou à l'« Armée révolutionnaire du Kurdistan » risque d'être d'autant plus grave de conséquences que le noyautage communiste des secteurs de la vie publique en Irak sous Kassem avait été particulièrement dangereux. Au lendemain de la révolution du 8 février 1963, on s'aperçut à quel point la pénétration communiste dans les rouages de l'Etat et même dans l'armée avait été profonde. Le nouveau gouvernement de Bagdad dut procéder à de multiples épurations et prendre des mesures anticommunistes à l'égard d'éléments civils et militaires. Outre la plupart des dirigeants du P.C. irakien qui furent arrêtés, jugés, condamnés et souvent exécutés — tel fut le cas du secrétaire général du P.C.I., Hussein Radawi, et d'une trentaine de membres du Comité central — de nombreux officiers supérieurs, des magistrats, des anciens ministres, etc., furent emprisonnés ou forcés de s'enfuir. Parmi les principaux, on peut citer le commandant des forces aériennes irakiennes, le général Jalal al-Awqati, membre du Conseil national des « Partisans de la Paix », le colonel Taha Shaykh Ahmad, membre du P.C.I., directeur au Ministère de la Défense nationale, le colonel Fadhil Abbas Mahdawi, président de la Cour populaire, le général Farid Dhia Mahmud, membre du P.C.I., le général Majid Muhammed Amin, membre du Conseil national des « Partisans de la Paix », Awni Yusuf, dirigeant commu-

(Suite au verso, première colonne.)

Une autre affaire d'espionnage soviétique :

L'affaire Rajakowitch

Le scandale « Raja » éclata en Italie dans la première décade d'avril. C'est à Milan, où il habitait depuis 1957, qu'a été découvert par les services israéliens l'avocat Eric Rajakowitch, ancien collaborateur de Eichmann. Sous les apparences trompeuses de Eric Raja, citoyen autrichien, l'ancien commandant des SS dirigeait une affaire très prospère d'import-export, la *Enneri Import-Export*. Grâce à cette couverture commerciale, Rajakowitch avait réussi à se faire des relations dans le monde industriel et commercial en Italie et ailleurs. Une fois découverte son identité véritable, le négociant quitta la capitale lombarde pour chercher refuge d'abord en Suisse, où il fut déclaré « indésirable » le 11 avril, puis à Munich, à Stuttgart, enfin à Vienne, où il a été arrêté.

La presse a retracé la vie de Rajakowitch, rappelant ses responsabilités passées. En particulier les journaux communistes des pays

(SUITE DE LA PAGE 21)

niste kurde, Ibrahim Kubba, ancien ministre de la Réforme agraire, Ibrahim Ash-Shayber Ahmad, dirigeant communiste kurde, etc.

La liste est longue de plusieurs centaines de noms de personnes qui ont rempli des fonctions plus ou moins importantes sous le régime de Kassem et qui, toutes, étaient liées étroitement avec les communistes, étaient membres du P.C.I. ou de P.D.K. Bon nombre d'entre eux ont réussi à fuir et à constituer ensuite des noyaux de résistance au gouvernement actuel de Bagdad. En outre, tout porte à croire que l'ambassadeur de l'U.R.S.S. en Irak, le camarade Yakovlev, ainsi que les cent vingt « diplomates soviétiques » qui le secondent, préparaient un complot pour aider le P.C.I. et ses « compagnons de route » à s'emparer du pouvoir avant le coup d'Etat du 8 février. Yakovlev est un « spécialiste » de ce genre de travail puisqu'il se trouvait au Congo ex-belge, en août 1960, lorsque Patrice Lumumba se tournait résolument vers le camp communiste pour tenter de conserver le pouvoir. Expulsé en septembre 1960 de Léopoldville, Yakovlev fut « déplacé » à Bagdad où il commença son travail subversif. Aujourd'hui, l'ambassade de l'U.R.S.S. en Irak continue à être le siège des activités clandestines communistes qui se développent dans le centre et le sud du pays.

Il n'est pas osé d'affirmer que, par le truchement du « problème kurde », les communistes vont essayer de prendre leur revanche sur les bords du Tigre et de l'Euphrate. Si l'armée gouvernementale ne peut réduire la rébellion kurde, dans un proche avenir, une situation très périlleuse va se faire jour aussi bien en Irak qu'en Turquie et en Iran.

NICOLAS LANG.

d'Europe occidentale ont publié des reportages sensationnels, lançant des accusations dans toutes les directions pour montrer la collusion entre la haute finance, le grand commerce, l'industrie lourde et « l'internationale nazie laissée en pleine liberté par les gouvernants occidentaux ». Au rappel des activités passées de l'officier SS — tenu pour responsable de la déportation de milliers de juifs hollandais et belges, et de la mort d'autres milliers de prisonniers au camp de Nisko, en Galicie polonaise — étaient ajoutées des « révélations » sur ses activités récentes en liaison avec des personnalités officielles de la République fédérale allemande et de l'économie occidentale.

On peut lire dans *Libération* du 12 avril 1963 :

« ...On se souvient que Rajakowitch, qui avait été expulsé de Suisse, est considéré comme responsable de l'effroyable destin d'un grand nombre d'Israélites. C'est en particulier contre les Juifs hollandais que le SS s'est acharné : Anne Frank, la fillette qui écrivit avant de disparaître le déchirant « Journal » que l'on sait, serait l'une de ses victimes. Le bruit avait couru que Rajakowitch avait été placé sous surveillance par la police allemande dès sa descente d'avion. En réalité il n'en était rien.

« L'ami d'Eichmann est considéré comme « indésirable en territoire allemand », mais comme il n'y a pas de mandat d'arrêt lancé contre lui, on prend garde à Munich de ne pas le gêner. C'est ainsi que le SS a « disparu ». Il a sans doute trouvé des amis compréhensifs et haut placés ! »

Mais soudain, dans la seconde quinzaine d'avril, la presse communiste n'a plus insisté sur les développements de « l'affaire Raja ». Dans une première étape, tout ce qui y avait trait fut relégué au fond des pages intérieures ; puis ce fut le silence total. Pourquoi ce changement d'attitude ? Pour la simple raison que la lumière avait été faite sur les activités réelles de Rajakowitch, activités qui allaient dans le sens des intérêts soviétiques.

**

A la fin de la guerre, le major SS Eric Rajakowitch avait été fait prisonnier par les troupes soviétiques. Il revint en Autriche dès 1945 — contrairement à beaucoup de ses compagnons de captivité — et, de là, se rendit à Trieste. Il y séjourna plusieurs années, tout en faisant des voyages en Argentine où « il avait, par prudence, transféré sa famille ». En 1953, il obtint du tribunal autrichien de Graz l'autorisation de changer son patronyme pour celui de Raja. Dans cette ville également, il se fit laver des accusations qui pesaient sur lui pour tout ce qu'il avait fait pendant la guerre. On pense que cette « bienveillance »

de la magistrature locale n'est pas étrangère au fait que Rajakowitch était le gendre de l'ancien *gauleiter* de la région, von Rintelen.

Ainsi libéré de ce nom qui « lui pesait tellement », il retourna en Italie où il s'installa définitivement à Milan. En sa qualité d'importateur il développa le commerce principalement avec les pays communistes. Il faisait des voyages fréquents à Berlin-Est et dans l'Allemagne de Ulbricht, ainsi qu'à Prague, à Budapest, à Sofia et même à Moscou. Dans toutes ces capitales, il rencontrait de nombreux « amis », toujours membres du Parti communiste local. Grâce à ces connaissances, le concours de l'« Enneri Import-Export » était devenu, en Italie, indispensable pour qui voulait établir des rapports commerciaux avec les pays de l'Est. Cette seule « qualité » suffit — pour qui connaît un peu le déroulement des rapports commerciaux entre l'Est et l'Ouest — à indiquer que Rajakowitch était un support financier du Parti communiste italien, et très probablement du P.C. autrichien.

Des faits précis montrent d'ailleurs la dépendance du soi-disant commerçant Eric Raja à l'égard du Parti communiste italien. En effet, il avait pour « collaborateur », dans sa société, le camarade Luigi Puntoni. Ce dernier, ancien militant des Brigades Internationales pendant la guerre d'Espagne, fait actuellement partie de la « section commerciale » instituée en dépendance étroite de la direction du P.C.I. Avant d'entrer à la Enneri, il se trouvait, également à Milan, à la société C.I.E.I., qui est une des nombreuses sociétés contrôlées par le Parti communiste et spécialisées dans le commerce avec les pays d'au-delà du rideau de fer. D'après le résultat des enquêtes menées par les autorités italiennes, il résulterait que Puntoni avait pour rôle de contrôler la société de Rajakowitch pour le compte du P.C.I.

Pour développer au mieux ses échanges avec les pays communistes, Raja s'appuyait sur une autre société d'exportation, la Soresco, également contrôlée par le P.C.I. et ayant son siège à Milan. Il avait notamment établi des rapports d'amitié avec l'un des dirigeants de cette société, le camarade Vittorio Savi, qui semble l'avoir introduit dans les milieux gouvernementaux de quelques pays communistes d'Europe centrale.

Il faut noter, d'autre part, que toutes ces sociétés commerciales opérant sous la dépendance du P.C.I. sont contrôlées directement par une des plus importantes personnalités du monde communiste italien : Arrigo Boldrini, membre du Comité central du Parti, président de l'Association nationale des partisans italiens (A.N.P.I.), médaille d'or de la Résistance, etc. En fait, M. Boldrini n'est pas seulement l'organisateur de la « section commerciale » du P.C.I., mais surtout le monopolisateur des échanges commerciaux de l'Italie avec les pays communistes. Dans ces conditions, et avec les importants moyens de renseignements dont il disposait, il n'est pas concevable qu'il ne fût pas parfaitement au courant de la personnalité réelle de Raja, son « collaborateur ».

Rajakowitch n'avait pas seulement des rapports avec les communistes italiens.

Dans le cercle de ses intimes, on notait le représentant commercial de l'U.R.S.S., Nikolaï Svetaïlo; le responsable pour l'Italie de l'Interkammer d'Allemagne orientale, Wilhelm Knapp; le représentant commercial bulgare Petko Todorov; le conseiller commercial hongrois à Milan, Deszo Lonyai. On venait le voir de l'étranger, et ses visiteurs les plus fréquents étaient des fonctionnaires de l'Allemagne de l'Est, par exemple les « experts » industriels Martin et Schmidt. Il paraît établi, d'autre part, que les deux centres de liaison les plus importants de l'« exportateur » autrichien étaient Berlin-Est et Prague. Dans la première ville, il rencontrait Rudolf Taubald, précédemment vice-directeur pour l'Italie de l'Interkammer ci-dessus mentionnée. A Prague, il retrouvait un vieil ami du parti nazi, ancien directeur général des Etablissements « Goering », actuellement directeur général de l'usine tchécoslovaque Skoda. Fait également partie de ce même groupe un autre haut personnage des Etablissements « Goering », lui aussi casé à Skoda, mais à la tête de la représentation à Vienne de cette société.

Puisque telles étaient ses connaissances dans les pays communistes, les dirigeants « responsables » de ces derniers ne pouvaient ignorer qui était en réalité l'exportateur Eric Raja, d'autant plus que c'est à Prague même que fonctionne activement le service de renseignements « commerciaux » qui centralise les nouvelles envoyées par les sections « étrangères » des partis communistes qui existent dans le monde occidental.

Eric Rajakowitch n'était pas seulement un exportateur. Sa société Enneri s'occupait d'autre chose. Après son départ précipité de Milan, des documents intéressants ont été trouvés dans ses bureaux et à son domicile. Ils prouveraient que l'ancien collaborateur de Eichmann s'intéressait particulièrement aux travaux et aux caractéristiques de la centrale électro-nucléaire actuellement en construction dans la région de Garigliano, ainsi qu'aux formules industrielles relatives à la soudure des tubes pour pipe-lines. Ces deux questions n'ont que peu de rapports avec l'import-export, mais coïncident exactement avec les activités menées depuis longtemps, en Italie et dans tout l'Occident, par les agents des services soviétiques, plus que jamais affamés de « secrets » industriels dans ces deux domaines.

L'ex-major SS est maintenant en prison, à Vienne, attendant le procès qui lui est intenté pour les crimes de guerre qui lui ont été imputés de plusieurs parts. Personne ne sait encore quand ni dans quelles conditions se déroulera le procès. Mais, déjà, divers organes de presse importants, en Italie, ont fait remarquer qu'il serait opportun d'ouvrir une enquête plus sérieuse, en Europe, pour établir les responsabilités de Rajakowitch dans « l'après-guerre », d'un Rajakowitch toujours lié à ses amis d'un temps *mais à la solde de l'Union soviétique*.

ROCCO ASTORI.

Chronique du mouvement communiste international

JORDANIE

UN APPEL DU P.C. JORDANIEN

Interdit en Jordanie, le Parti communiste jordanien n'en poursuit pas moins son action clandestine. Celle-ci se développe actuellement sur deux plans. D'une part, les dirigeants du P.C.J., installés pour la plupart en Allemagne orientale et en Tchécoslovaquie, multiplient, dans leurs émissions arabes diffusées par Radio-Berlin-Est, les appels à l'insurrection et à la révolution. D'autre part, en Jordanie même, les communistes cherchent, par le truchement d'une campagne pour la libération des détenus politiques, à réunir dans un seul « Front national » toutes les forces de l'opposition. Ils font circuler des pétitions, organisent des manifestations et forment des délégations qui sont chargées de remettre aux parlementaires des textes réclamant « une amnistie politique générale, des soins médicaux aux détenus, le transfert de ceux-ci dans des locaux éclairés, une meilleure nourriture, la distribution de vêtements, etc. ». Ces pétitions sont également envoyées aux journaux communistes et progressistes du monde entier ainsi qu'à la Commission des droits de l'homme de l'O.N.U.

Le Comité central du P.C. jordanien dispose d'un journal, *Al Mugawama al Sha-Biya* qui est distribué clandestinement dans le pays.

À la suite des événements récents au Proche-Orient, une grave menace a pesé sur la Jordanie. On a pu croire un instant que les coups d'Etat de Bagdad et de Damas allaient se répéter à Amman. Le C.C. du P.C.J. a profité de cette occasion pour lancer un « appel » au peuple jordanien qui fut diffusé par l'agence A.D.N. de l'Allemagne orientale et dont l'essentiel fut reproduit dans la *Pravda* (30 avril 1963).

L'appel du P.C.J. affirme « que le peuple jordanien mène une lutte pleine d'abnégation pour reconquérir l'indépendance dont l'ont privé les impérialistes et les gouvernants réactionnaires à la suite du noir complot organisé au printemps de 1957 sous la direction de l'impérialisme américain conformément à la doctrine agressive d'Eisenhower.

« Les gouvernants de la Jordanie, avec l'appui des impérialistes américains et anglais, cherchent maintenant à réprimer la lutte de libération par le fer et par le feu. Des centaines de gens ont été tués ou blessés par les forces armées et la police qui se trouvent sous le contrôle des impérialistes et de leurs adeptes.

« Mais le peuple jordanien est résolu à balayer le sinistre régime réactionnaire et à créer un gouvernement démocratique national qui marchera côte à côte avec le mouvement de libération arabe.

« Nous vous appelons, conclut l'appel, à soutenir le peuple jordanien dans sa vaillante lutte, à condamner les actes de répression sanglante et à prévenir l'ingérence des impérialistes et des gouvernants d'Israël dans les affaires de la Jordanie. »

YÉMEN

LE MARÉCHAL SALLAL ET « L'EXEMPLE SOVIÉTIQUE »

L'intérêt que portent les dirigeants de l'U.R.S.S. au Yémen n'a fait que croître ces derniers temps. La presse soviétique a publié de nombreux articles et informations fort éloqu coast pour la nouvelle République yéménite. Faut-il rappeler que le premier gouvernement qui reconnut le régime du maréchal Sallal après le coup d'Etat de septembre 1962 fut celui de l'U.R.S.S. Depuis lors, des missions militaires et économiques yéménites se sont rendues à Moscou, tandis que des délégations et des techniciens soviétiques arrivaient à Sanaa. Pour bien montrer les liens étroits qui unissent la République arabe du Yémen à l'U.R.S.S., le maréchal Sallal a accordé une interview aux camarades Beliaev et Vichnevski, respectivement correspondant de la *Pravda* et des *Izvestia* à Sanaa. Cette interview fut publiée dans les deux journaux soviétiques (30 avril 1963) sous le titre « L'exemple soviétique nous inspire ».

Après avoir affirmé que la République yéménite comptait sur « le soutien des pays socialistes, surtout de notre grande amie l'Union soviétique », pour triompher définitivement des « forces contre-révolutionnaires » de l'iman El Badr, installées actuellement en Arabie séoudite et dans le nord du Yémen, le maréchal Sallal répondit à la question suivante posée par les journalistes communistes : « Que pouvez-vous dire des relations de la R.A.Y. avec l'Union Soviétique actuellement et dans l'avenir ? »

« Il est vraiment difficile, dit le président de la République yéménite, de parler des sentiments que le peuple yéménite et moi-même éprouvons pour les Soviétiques, les dirigeants soviétiques, Nikita Khrouchtchev. Nous n'oublierons jamais que l'Union soviétique nous a tendu une main secourable au moment le plus difficile de notre histoire. Nous aimons l'Union Soviétique, nous apprécions son amitié et nous y tenons. Cette amitié, nous la garderons toute la vie dans nos cœurs. Je sais que le Premier Mai est une grande fête en Union Soviétique. Transmettez mes compliments, mon chaleureux salut aux Soviétiques, au gouvernement soviétique, à N.S. Khrouchtchev. Les premiers jours de la révolution, j'ai dit, répondant au télégramme des *Izvestia*, que notre peuple fait un pas du Moyen âge au XX^e siècle. En faisant ce pas immense, nous nous inspirons de l'exemple des Soviétiques, nos amis sincères. »

Association d'Etudes et d'Informations Politiques Internationales

86, boulevard Haussmann — PARIS-8^e

Fondée le 7 avril 1949, conformément à la loi du 1^{er} juillet 1901, l'Association d'Etudes et d'Informations Politiques Internationales a pour but l'étude des questions économiques, politiques, historiques, sociales et culturelles internationales.

EST & OUEST (ex-B.E.I.P.I.) est son organe. Il paraît toutes les quinze semaines. Tous les adhérents de l'Association le reçoivent, ainsi que les divers suppléments qu'elle édite.

EST & OUEST publie, en particulier, des études et des informations inédites, ainsi que des documents révélateurs sur les pays du bloc soviétique et sur le communisme lui-même.

La cotisation des membres correspondants a été fixée à 30 F pour six mois et 60 F pour un an. En ce qui concerne les membres résidant à l'étranger, la cotisation est fixée à 75 F pour un an ou 90 F si ces membres désirent recevoir EST & OUEST par avion.

Versement au compte chèque postal de l'Association, Paris Compte Courant Postal 7241-06 ou règlement par chèque bancaire à l'ordre de l'Association.

Le numéro : 2,25 F



Le Directeur de la Publication : CLAUDE HARMEL, 86, boul. Haussmann (8^e)
L'EMANCIPATRICE, Imp. Coop., 3, rue de Pondichéry, Paris-15^e. — 34856-663